

l'Anticapitaliste

N°117 | JUILLET-AOÛT 2020 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



CONSTRUIRE UN AUTRE MONDE



**COVID 19.
ÉVITER LA DEUXIÈME VAGUE...**



**L'ANNEXION, MÊME REPORTÉE,
NOUS DIT LA VÉRITÉ SUR LA
SITUATION EN ISRAËL/PALESTINE**



**POUR UNE ÉCOLE
DE L'ÉMANCIPATION COLLECTIVE**

Sommaire

EDITORIAL

Henri Wilno Leur rentrée et la nôtre **P3**

PREMIER PLAN

Antoine Larrache Vers une période de recomposition politique ? **P4**

Frank Cantaloup Covid-19. Éviter la deuxième vague... **P7**

Robert A.H. Cohen L'annexion, même reportée, nous dit la vérité sur la situation en Israël/Palestine **P10**

DOSSIER

Yohann Emmanuel et Antoine Larrache
Pour une stratégie de renversement du capitalisme **P12**

Léon Crémieux Socialisons les biens communs **P16**

Catherine Samary Autogestion : de quoi s'agit-il ? **P18**

Danièle Linhart CitoyenNEs, salariéEs, quand la subordination se fait « légitimement » plus forte **P20**

Raphaël Greggan Pour une école de l'émancipation collective **P23**

Julien Besac « Oh non, Monsieur, on continue comme ça » **P25**

Commission nationale écologie du NPA Pas d'émancipation sur une planète morte : écosocialisme ou barbarie ! **P26**

Mimosa Effe Vers une société débarrassée des oppressions ? **P29**

Julien Salingue Un monde sans police ? **P32**

HOMMAGE

Georges Ubbiali Zeev Sternhell, historien des origines du fascisme français **P34**

FOCUS

Mathilde Larrère 14 juillet 1953 à Paris : un massacre « porté disparu » **P36**

Une erreur s'est glissée dans le dernier numéro de la revue (n°116). Celle-ci était indiquée comme étant le numéro de juillet-août alors qu'il s'agissait du numéro de juin, en retard en raison de l'épidémie. Nous nous en excusons et vous avez bien entre vos mains le numéro de juillet-août 2020, numéroté 117.

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Manifestation contre la fermeture de l'usine Renault Choisy :
© Photothèque Rouge /Martin Noda / Hans Lucas



Rassemblement féministe de protestation contre les nominations des ministres Darmanin et Dupont-Moretti. © NPA



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Leur rentrée et la nôtre

PAR HENRI WILNO

À regarder le défilé des plans sociaux et des réductions d'effectifs de toutes les manières possibles revient en mémoire le cri de joie de Jo Moore : cette conseillère du ministre britannique des transports s'était réjouie dans un courriel interne de la « chance » offerte par Al-Qaida : « C'est une très bonne journée pour sortir toutes les mauvaises nouvelles. ».

Le coronavirus sert ainsi à faire passer une couche supplémentaire de mesures antisociales. Les déclarations répétées de Macron tout au long du mois de juillet montrent qu'il ne renonce à rien, en particulier pas à sa politique fiscale : la Convention citoyenne pour le climat s'est faite sèchement rembarrer quand elle a osé suggérer une surtaxe sur les dividendes ! A été aussi annoncée une baisse de 20 milliards d'euros (10 milliards en 2021 et autant en 2022) de l'imposition des entreprises (des impôts dits « de production ») tandis qu'est maintenue la baisse programmée de l'impôt sur les sociétés. Le nouveau Premier ministre, Castex, est chargé d'engluer les prétendus « partenaires sociaux » pour leur faire avaler cuillerée après cuillerée les décisions gouvernementales. Pas moins de quinze concertations ou négociations sont annoncées. Certes, sont claironnés des délais supplémentaires pour la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage. C'est bon à prendre mais rien n'est changé sur le fond.

Le grand patronat, pour sa part, est bien décidé à emmagasiner le plus possible de gains le plus vite possible. Il se bat sur trois fronts. D'abord les crédits publics : il s'agit d'en obtenir le plus possible quelle qu'en soit la forme – subventions, prêts, baisse d'impôts, report d'échéances fiscales et sociales. Ensuite, des « assouplissements » supplémentaires du Code du travail au nom de la crise. Enfin, les suppressions d'emplois sous toutes leurs formes.

Certes, des artisans, petits commerçants et PME ont de vraies difficultés liées en grande partie à la pandémie et à un rebond vraisemblable à l'automne prochain. Mais la situation est tout autre pour les grands groupes qui ont accumulé les bénéfices et profitent de milliards d'aides de l'État. Le PDG d'Air France, Ben Smith, ne cache pas ses objectifs : « *Tout ce que les précédents dirigeants n'ont pas été capables de faire, il faudra que ce soit moi qui le fasse* ». Ainsi, l'État avait garanti un prêt de sept milliards à Air France, à quoi s'ajoute un plan de relance pour le secteur aéronautique... Air France va supprimer 7500 emplois.

L'État annonce une aide de plusieurs milliards à Renault et un plan de soutien à l'automobile. Quelques jours plus tard, Renault

annonce la suppression de 15 000 emplois, dont 4 600 en France ainsi que la fermeture de plusieurs établissements. PSA de son côté s'attaque aux conditions de travail en généralisant les « prêts de personnel » et le télétravail et engage, elle aussi, des suppressions d'emplois, à commencer par les intérimaires. Du côté des grands groupes, les annonces macabres se succèdent donc.

Deux cas apparaissent particulièrement significatifs : Sanofi et Nokia. Emmanuel Macron se rend dans une usine Sanofi pour annoncer un soutien à la relocalisation de l'industrie pharmaceutique et à la recherche. Quelques jours plus tard, Sanofi annonce des suppressions d'emplois ! Et Sanofi n'a pas renoncé au versement de quelques 4 milliards d'euros de dividendes en 2020 ! Nokia, pour sa part, veut se débarrasser de 1233 employés de sa filiale française, l'ex-Alcatel racheté en 2015. Comme l'a déclaré un délégué syndical CFDT : « *il y a beaucoup de rage. Ce n'est pas le Covid-19* » qui provoque ce nouveau plan. Dès « *le 16 mars, tout le monde était en télétravail, tout le monde a continué à bosser. Il n'y a pas eu d'arrêt des activités. On a même sorti des produits en avance sur les plannings* ».

« *Le plan social est « purement financier ».* Même Laurent Berger s'énerve et compare le comportement de certaines entreprises à celui d'« *un pétrolier qui, quand il y a une marée noire, vide ses cuves au large en se disant « ni vu ni connu* » ».

Mais il ne suffit pas de dénoncer quelques patrons plus voyous que d'autres. Une offensive globale contre le monde du travail est en cours à la faveur de la crise. Peu importe la casse sociale, peu importe la ruine des territoires.

Les rêveries sur le « jour d'après » cèdent la place à la lutte des classes menée de façon résolue par « ceux d'en haut ». Pourtant, du côté de la gauche officielle, les plans pour préparer les futures présidentielles semblent prioritaires sur toute autre considération. Certes, la convergence des luttes ne se décrète pas. Mais face à une offensive centralisée et cynique, la coordination des ripostes devrait être à l'ordre du jour. Du côté syndical, seule est annoncée nationalement une journée de mobilisation le 17 septembre prochain. Malgré ses limites, il est possible que certains secteurs du salariat s'en emparent pour exprimer leur volonté de lutte. À nous d'y travailler. □



Vers une période de recomposition politique ?

PAR ANTOINE LARRACHE

Un cap a été franchi dans la crise écologique, économique, sociale et politique. Les élections municipales et les mobilisations de ces dernières semaines l'ont illustré en même temps qu'elles ont dessiné les contours de la séquence qui s'annonce, après des années de décomposition de la gauche et du mouvement ouvrier.

L'abstention aux dernières élections est exceptionnelle pour des municipales (59 %, contre 38 % en 2014 au second tour, et 50 % aux européennes de 2019). La crainte du coronavirus ne suffit pas à l'expliquer, elle révèle un désaveu profond des institutions actuelles et du personnel politique qui les incarne. LREM est sanctionnée, avec seulement quelques mairies glanées, ce qui hypothèque toute possibilité pour ce parti de se structurer localement. Le PS et EELV sortent gagnantes du scrutin, en remportant des mairies importantes, mais leurs victoires ne peuvent pas masquer leur discrédit (pour le PS) ou leur faiblesse militante (8000 adhérents revendiqués pour EELV) et leur faible lien avec les classes populaires. L'abstention atteint en effet des records dans les quartiers, 60, 70 voire 80 % des voix. Au contraire, dans les quartiers plus riches, l'abstention est plus faible. De plus, les éluEs EELV, en nombre disproportionné par rapport au nombre de militantEs, seront absorbés par les institutions.

Les listes présentées par le PCF et la FI n'ont pas réussi à tirer leur épingle du jeu, à apparaître comme des outils pour sanctionner Macron, en particulier le PCF qui perd des villes symboliques comme Saint-Denis, Aubervilliers, Champs-sur-Marne ou Givors. L'extrême droite et la droite traditionnelle restent finalement les courants les plus solides, ceux qui subissent le moins les flux et reflux des rapports de forces politiques. La prise de Perpignan par le RN, et sa réélection, parfois dès le premier tour (Hénin-Beaumont, Hayange, Fréjus, Beau-

caire, Villers-Cotterêts, Le Pontet), dans la plupart des villes conquises aux dernières élections, montrent que l'extrême droite, malgré un nombre d'éluEs limité et de voix en recul (principalement en raison de l'abstention) est un danger constant.

L'extrême gauche, malgré des élus NPA dans plusieurs villes (Lormont, Cenon, Saint-Étienne-du-Rouvray notamment et sur des listes larges, en particulier à Bordeaux) obtient des scores très faibles, dans la lignée des échéances précédentes.

Globalement, ces élections montrent un pouvoir en équilibre instable, incapable de stabiliser la situation sur le plan institutionnel, et des possibilités de basculement à droite et à l'extrême droite principalement. Elles montrent aussi que la dimension écologique et l'avenir de l'humanité préoccupent de larges franges de la population, mais hélas surtout que le monde du travail ne possède pas, à cette étape, de correspondant politique solide représentatif de perspectives, d'espoirs, fussent-ils réformistes. Mais les événements futurs de la crise globale, comme les limites des différents partis, vont inévitablement obliger à une reconfiguration, à droite comme à gauche.

Le succès de la liste Bordeaux en luttés, avec 11 % et trois éluEs, ne change pas fondamentalement cette donne, puisque que cela ne dépasse pas les scores moyens du côté de la gauche radicale. Cela montre par contre – nous y reviendrons – qu'un candidat révolutionnaire peut capter la radicalité, la soif de lutte, sur la base de listes larges. Les suites des élections montrent aussi les capacités de la V^e République à

s'adapter pour maintenir au pouvoir le courant le plus en vogue au sein de la bourgeoisie : en nommant un Premier ministre à sa main, Jean Castex, Macron peut combiner une politique antisociale d'une grande brutalité et tenter de remporter, sur un profil politique plus large, la prochaine présidentielle, en essayer d'étouffer politiquement la droite et les écologistes, en tentant d'aspirer le programme et les animateurs/trices de la première, et avec un grand cinéma pour la seconde.

LA CRISE S'APPROFONDIT

Macron n'a cependant aucune garantie de pouvoir réellement mener à bien cette stratégie dans le contexte de la crise globale, des pressions combinées du mouvement ouvrier, de la gauche libérale et de la droite et l'extrême droite. Le nouveau gouvernement commence dans la douleur, avec la contestation féministe contre les nominations de Darmanin et Dupond-Moretti.

Le recul du gouvernement sur le calendrier de la réforme des retraites et de l'assurance chômage¹, sous la pression du patronat et des syndicats, montre que la classe dominante craint une explosion sociale autant qu'elle estime avoir d'autres priorités dans la prochaine période.

En effet, alors que la récession actuelle se présente comme la plus importante depuis 1929, sa prochaine étape se déroule pendant l'été, tandis que, depuis plusieurs mois, les suppressions de postes sous diverses formes font exploser le chômage, en particulier dans l'industrie où le patronat accélère des restructurations souvent en gestation depuis longtemps. La crise est en

effet l'occasion d'une purge dans l'industrie (automobile, aviation, électronique...) souhaitée depuis longtemps par le patronat.

Avec leurs plans de relance nationaux et le plan de 750 milliards de subventions et de prêts sorti du sommet de Bruxelles, avec la mise sous perfusion d'entreprises par les dispositifs de chômage partiel, les bourgeoisies parient sur une reprise de l'économie. Mais elle est improbable au regard de l'effondrement de la production (8 % en France, un chiffre inédit depuis 1945) et des éléments précédant la crise du coronavirus : surproductions sectorielles, endettement massif des ménages, ralentissement de la productivité... À tout ceci s'ajoutent les incertitudes qui vont inciter les entreprises à limiter leurs investissements (tout en continuant à verser des dividendes) et à encourager les ménages qui le peuvent à reporter à plus tard les dépenses non nécessaires.

Avec un chômage de masse pour les classes populaires et des classes petites-bourgeoises – artisans, commerçants notamment, voire agriculteurs – qui subissent de plein fouet la crise économique, et des difficultés encore plus grandes des jeunes pour accéder à un travail qui leur permette de vivre, nous avons devant nous les ingrédients d'une crise sociale et politique de grande ampleur, avec des conséquences politiques difficiles à prévoir. Sans parler de la possibilité d'une deuxième vague de la maladie, qui pourrait précipiter un nouveau confinement et de nouvelles déconvenues économiques.

DES PREMIÈRES ALTERNATIVES

Du côté du mouvement ouvrier, les réactions sont pour le moins mesurées... Les partis de gauche ont, pendant le confinement, voté soit l'état d'urgence sanitaire soit les plans gouvernementaux d'aide aux entreprises, montrant là leur capacité à se ranger avec plus ou moins de zèle dans une union sacrée derrière Macron, tandis que les directions syndicales s'enferment actuellement dans un « dialogue social » de plus en plus impossible à tenir.

Les classes travailleuses sont globalement dans la crainte et l'espérance dans un improbable *statu quo*, certains secteurs acceptant des remises en cause des conditions de travail (temps et organisation du travail, protocoles sanitaires intenable, baisses de salaires...).

Mais les chaînes craquent à leurs maillons les plus faibles : dans les entreprises où il y a des suppressions de postes, des explosions de colère ont lieu ; dans les hôpitaux, des mobilisations ont contraint le pouvoir à concéder des miettes avec le Ségur de la santé ; dans les quartiers populaires, les luttes contre le racisme et les violences policières modifient les rapports de forces politiques ; tandis que les mobilisations féministes et écologistes sont mises en suspens mais n'ont pas disparu.

Le slogan « génération Adama, génération climat » peut paraître éclectique, il révèle l'absence d'avenir pour la jeunesse et les couches les plus opprimées. Le confinement et les politiques actuellement mises en œuvre décuplent les difficultés des sans-papiers, des précaires,

Anthony Smith, contre les agents mobilisés à la SNCF et à la RATP, le renforcement de l'autorité des chefs dans la fonction publique et dans le privé, avec également les modifications à l'échelle locale de l'organisation du travail par des supérieurs hiérarchiques qui se sentent pousser des ailes, l'imposition de mesures de discipline de la population dans le cadre du confinement, l'interdiction des rassemblements de plus de 5000 personnes...

S'attaquer aux violences policières et au racisme d'État, c'est ouvrir un champ de contestation de l'autorité de l'État qui permet des logiques d'émancipation collective : parmi d'autres exemples, si les femmes victimes de violences n'ont plus confiance dans l'État, alors elles peuvent s'approprié l'organisation



Marche des solidarités pour la régularisation des sans-papiers, Paris, 30 mai 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

des jeunes, des femmes et des LGBTI des couches populaires pour survivre. Le ticket de restaurant universitaire à un euro pour les boursiers ne changera pas cette donne.

Les mobilisations des Marches des solidarités et contre les violences policières et racistes, bien que modestes, montrent que les couches populaires les plus touchées n'acceptent plus les attaques qui sont systématisées contre elles. Et cela concerne l'ensemble des classes populaires. En effet, les violences policières, mises en œuvre dans les quartiers populaires, étendues aux mouvements sociaux, notamment contre les Gilets jaunes, sont la pointe avancée de politiques autoritaires multiples : contre les inspecteurs du travail avec notamment les sanctions contre

collective. Si plus globalement la légitimité de l'État s'érode, alors s'ouvre la possibilité / nécessité de s'organiser collectivement indépendamment de lui. Les mobilisations antiracistes sont, comme on l'a déjà vécu, un des principaux contrepoids face à la montée de l'extrême droite et à la possibilité du fascisme.

De l'autre côté, la « génération climat » a prouvé son ancrage dans la jeunesse. Le coronavirus, on le sait, est un des symptômes de la crise écologique du capitalisme, et les jeunes savent que nous sommes entrés dans une ère nouvelle où l'action ne peut être différée et où la



logique capitaliste – rencontrée aussi lors de la catastrophe Lubrizol... – doit être *a minima* questionnée.

Tous ces éléments tardent à se lier les uns aux autres, à entrer en convergence. Mais ils montrent la possibilité d'une explosion sociale généralisée : les Gilets jaunes, le retour des mobilisations des sans-papiers, des femmes, la question climatique... Les tentatives de déminage des conflits avec le gouvernement par le Ségur ou le report de la réforme des retraites, tout cela montre que la bourgeoisie n'est pas sereine. Des franges du prolétariat s'échappent de la logique institutionnelle et du « dialogue social ». Un collectif comme « Plus jamais ça » est une des manifestations d'une tentative de courants, autour d'Attac, la CGT, Solidaires, la FSU, Greenpeace, le DAL, etc. de renforcer le rapport de forces vis-à-vis des structures étant passées avec armes et bagages dans le camp d'en face, la CFDT, le PS et autres. Sans être en accord avec un programme qui ne prétend pas être révolutionnaire, on ne peut que regarder favorablement certaines des revendications qu'il contient, comme « *arrêt immédiat des activités non indispensables, réquisitions des établissements médicaux privés et des entreprises afin de produire dans l'urgence masques, respirateurs et tout le matériel nécessaire pour sauver des vies, la suspension immédiate du versement par les entreprises de dividendes, rachats d'actions et bonus aux PDG* ». Ces mesures font partie des mots d'ordre d'urgence que nous portons nous-mêmes dans le cadre de la crise actuelle. Au niveau national, il n'y a pas d'initiative militante dans ce cadre mais, au niveau local, il est utilisé pour regrouper des forces militantes.

POUR DES CAMPAGNES DE RENTRÉE

Notre rôle est de contribuer à modifier les rapports de forces et à faire entrer dans l'action, car c'est ainsi que la conscience progresse, que les liens militants s'organisent, que les objectifs politiques se dessinent. Partout où nous sommes, la tâche des révolutionnaires à la rentrée est de participer aux mobilisations, d'être reconnus comme des éléments moteurs, et de construire des ponts entre elles pour une remise en cause du pouvoir. Cela implique, dans la prochaine

période, d'être à l'initiative au sein de mobilisations aussi variées que les luttes contre les suppressions de postes, en particulier dans les entreprises qui subissent des fermetures et restructurations, la revendication des conditions d'une rentrée scolaire et universitaire qui protège les élèves et les personnels, la construction des mobilisations antiracistes avec l'échéance de la Marche des solidarités du 17 octobre prochain, des mobilisations féministes du 25 novembre et la mobilisation globale du 17 septembre, particulièrement dans la santé. Nous pouvons contribuer à construire des collectifs, en s'y impliquant pleinement et sincèrement. Et y apporter un contenu et des perspectives globales. Contre les licenciements, aider les équipes touchées à se rencontrer et à se fixer des perspectives communes. Pour la marche du 18 juillet à Beaumont-sur-Oise, il a manqué des moyens de transports collectifs. Pour le 17 octobre, nous pouvons aider à organiser des départs des quartiers populaires de tout le pays pour la marche vers l'Élysée.

Nous avons également une responsabilité à proposer des perspectives politiques, contribuer aux débats sur les mots d'ordre des mobilisations, proposer des revendications transitoires qui attaquent l'État et la propriété privée des moyens de production : pour l'interdiction des licenciements et suppressions de postes, pour la fourniture gratuite de tous les équipements (masques, tests, etc.) et remèdes pour se protéger du coronavirus, pour le démantèlement et le désarmement de la police, pour la liberté de circulation et d'installation pour ce qui concerne les mobilisations antiracistes, contre un capitalisme qui continue sur une trajectoire folle pour l'environnement.

OUVRIR LE DÉBAT POUR DES PERSPECTIVES POLITIQUES

Des perspectives politiques, c'est aussi la recherche de voies pour construire une alternative globale et redonner confiance au monde du travail pour changer le monde. Cela passe par les luttes, mais pas seulement. La campagne présidentielle commence à se dessiner, lentement et pour certaines forces c'est désormais la préoccupation essentielle qui les amène à relativiser l'importance pourtant cruciale de la résistance immédiate aux offensives patronales et gouvernementales. Un pôle

social-libéral, autour d'EELV et du PS, va tenter de se reconstituer pour reconquérir le pouvoir. Les forces antilibérales de la FI, du PCF ou Génération.s tenteront d'exister indépendamment de ce pôle mais la pression exercée sur elles sera forte, notamment en raison des préoccupations légitimes pour une alternative écologiste qu'EELV prétend incarner.

D'un autre côté, des secteurs du mouvement social – Gilets jaunes, courants antiracistes... – indépendants des institutions vont tenter de faire entendre leurs voix, d'une façon ou d'une autre, malgré leurs faiblesses. Pour les révolutionnaires, l'enjeu sera d'être utiles dans cette période complexe de reconfiguration qui fait suite à une période de décomposition forte. Cela nécessitera d'être ouverts à la discussion avec tous les courants du mouvement social et du mouvement ouvrier, tout en gardant notre programme et nos principes.

La candidature de Bordeaux en luttes doit être utilisée comme un outil pour cette discussion. En effet, cette liste n'est pas un accord par en haut avec La France insoumise. C'est au contraire une dynamique venue d'en bas, de militantEs de la FI mais non liés à son appareil central, de Gilets jaunes, d'acteurs et actrices des luttes locales, sur un programme de rupture anticapitaliste, de dénonciation de la bourgeoisie qu'elle soit de gauche ou de droite et de promotion et construction des luttes. Cet exemple n'est pas mécaniquement reproductible sur le plan national, car la présence de Philippe Poutou en tête de liste conduisait à ce que tous les courants se rangent derrière un ouvrier révolutionnaire, acceptent cette direction générale, ce qui serait évidemment inacceptable pour les courants réformistes à l'échelle nationale.

Notre objectif dans la prochaine période est de permettre l'existence d'un courant anticapitaliste et révolutionnaire, identifiable, capable de mener des campagnes politiques centrales, prêt à interpeller d'autres courants pour mener des actions communes pour les luttes, discuter et polémiquer sur les questions politiques. Des tâches qui supposent une organisation en capacité de réfléchir, de faire des choix, de prendre des initiatives collectivement. □

1) Recul partiel, voir https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/07/22/assurance-chomage-les-syndicats-s-estiment-trompes-par-le-gouvernement_6046935_823448.html

Covid-19. Éviter la deuxième vague...

PAR FRANK CANTALOU

Avec près de 600 000 morts recensés dans le monde, dont plus de 30 000 en France, avec une épidémie qui continue à gagner de nouveaux territoires et qui accélère à l'échelle mondiale, tous les pays qui ont réussi à passer le cap du premier pic de contamination sont plus qu'attentifs aux signes de reprise épidémique.

Comme beaucoup d'autres pays européens, faute de masques, de tests, de places de réanimation, de politique de santé publique et communautaire, de volonté politique, après beaucoup de mensonges d'État, la France a dû recourir au confinement pour ne pas être submergée par le pic pandémique. Le prix à payer a été lourd. Trente mille morts directs donc, mais aussi le quasi-abandon des autres pathologies, l'explosion des violences domestiques, la déscolarisation, le développement de l'anxiété et de la dépression, la crise économique qu'ils veulent faire payer aux salariés...

L'été aidant, certains voulaient espérer que tout allait recommencer comme avant. Que comme la grippe, la chaleur, ajoutée à quelques mesures barrières, allait dissiper le virus. Et ils organisaient un déconfinement rapide, dicté plus par la nécessité de la reprise économique que par de réels soucis de santé publique. Après la réouverture du Puy-du-Fou sur intervention directe de Macron, le gouvernement supprime le prix plafond pour la vente de gel hydro-alcoolique, puis est contraint de faire marche arrière, se prépare à la réouverture de Disneyland Paris, et autorise le public lors du match de foot PSG-Le Havre, sous la pression des sponsors et de l'économie du foot, certes avec des mesures barrières, mais impossibles à respecter dans les queues avant le match.

Mais aujourd'hui, en France, et encore plus dans les Balkans, à Barcelone, en Galice, à Lisbonne ou Leicester, il faut déchanter face aux annonces de cas groupés et aux mesures de reconfinement partiel qui se multiplient. Le Covid-19 n'est pas un virus saisonnier.

En France, sans même parler de la Guyane ou de Mayotte, tous les signaux précurseurs d'une remontée de la circu-

Seine-Maritime, les structures de tests et les équipes de traçage des ARS sont au bord de la saturation. Dans ces régions, depuis que la population est appelée à se faire tester massivement, les laboratoires ne font plus face à une pénurie de tests, comme au début de l'épidémie, mais à un manque de moyens pour les mettre en place : secrétariats des laboratoires privés saturés, équipes de prélèvement dépassées, réservation uniquement par téléphone et contact numérique qui révèlent la fracture numérique pour les plus fragiles, qui sont aussi souvent les plus touchés.

DES TESTS INSUFFISANTS...

On nous avait promis 700 000 tests par semaine, on est plus près des 250 000. Seules les personnes symptomatiques étaient testées, alors qu'il aurait fallu profiter de l'accalmie pour tester massive-

ment toute la population, notamment celle qui est la plus à risque par son travail, son logement, ses déplacements (personnels des hôpitaux et des Ehpad, des collectivités, du transport, du commerce, des abattoirs...). Ce n'est qu'aujourd'hui qu'un dépistage plus vaste est organisé, face à la remontée du Covid, et toujours en courant derrière les cas connus, et dans certaines régions seulement. Révélant déjà les



Des soignantes sortent aux fenêtres de l'hôpital Saint-Ambroise pour saluer la manifestation, elles ont accroché une banderole, Bordeaux, 16 juin 2020.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

lation active du Covid-19 sont au rouge. On retrouve de nouveau de l'ARN viral dans les eaux usées de nos villes. SOS Médecins et les généralistes voient de nouveau arriver des patients avec des signes de Covid-19, qui sont testés positifs, notamment des enfants après la reprise de l'école. Le taux de reproduction du virus, le R0, qui s'était effondré de 3,3 à 0,7 après le choc du confinement, est repassé au-dessus de 1 de moyenne sur tout le territoire. En Mayenne et dans la région rouennaise, il est déjà autour de 1,5. Autour de 1,3 en Nouvelle Aquitaine. Plus grave, en Mayenne ou en



nouvelles failles du dépistage, son engorgement rapide, sans vraiment que ces signaux d'embouteillage ne soient notés, discutés et traités quand il en est encore temps, c'est-à-dire aujourd'hui. Il faut dépister beaucoup plus largement, et pas seulement autour des personnes symptomatiques. Il faut déployer rapidement et gratuitement les tests salivaires, alors qu'ils ne sont pas remboursés et sont peu diffusés. Ils sont sûrs, ne nécessitent pas d'écouvillon nasal mais un simple échantillon de salive, nécessitent peu de personnel pour le prélèvement, avec même la possibilité d'autoréalisation du test. Les résultats sont rendus en moins d'une heure, et pas une journée. Cela change beaucoup de choses. Cela permet non seulement de multiplier les tests, mais aussi, très important, de les organiser avant un événement précis, avant un rassemblement dans un espace clos, à la descente ou à la montée d'un avion, par exemple. Le secteur du tourisme est un secteur économique important pour de nombreux pays. Malgré la recrudescence des cas de Covid-19 dans les Balkans, en Algérie, au Maroc, ou à Lisbonne, les gouvernements et les tours opérateurs n'ont pas envie de se priver de la manne touristique, et donc organisent très peu l'information et les tests, qui risquent de décourager le tourisme. Et beaucoup de personnes ont à cœur de retourner dans leur pays d'origine, le temps des vacances. Malgré la limitation

des déplacements aériens vers ou à partir d'un certain nombre de pays où le virus est hors de contrôle, les services de réanimation ont vu arriver des malades en provenance de ces pays. La prise de température n'est pas une mesure très efficace dans les aéroports, même si elle doit être généralisée. L'information et les tests salivaires dans les aéroports, les ports, notamment pour les destinations où le virus circule le plus, devraient être rapidement déployés.

L'extrême droite a profité de cette arrivée en réanimation de malades revenant d'Algérie pour pointer la responsabilité des immigrés dans la diffusion de la pandémie. Oubliant que les touristes français, quelle que soit leur origine, prennent les mêmes risques quand ils reviennent des pays les plus touchés, et sont aussi responsables de la diffusion du virus (85 % des cas de Covid au Portugal sont recensés à Lisbonne, haut lieu touristique). Oubliant que souvent, ce sont les voyages à l'intérieur même du pays qui favorisent la circulation du virus. On risque de l'apprendre avec les départs massifs en vacances en France, si les gestes barrières ne sont pas respectés. Oubliant que les virus se moquent des frontières et de la nationalité, et qu'une victoire contre le virus dans un seul pays ne sera jamais bien longue, si elle se fait dans un océan de pays touchés par la pandémie. C'est la base de notre solidarité internationale indispensable face au Covid-19, pour les tests, les masques, les réanimateurs aujourd'hui

et pour des vaccins biens communs de l'humanité demain. Car face au développement inégal et combiné du virus, le mythe de la fermeture totale des frontières est un leurre dangereux.

LES DIFFICULTÉS DU TRAÇAGE...

Les ARS, les Agences régionales de santé sont rapidement débordées par la tâche du traçage dès que la circulation virale augmente. L'application Stop Covid est un échec annoncé. Très peu téléchargée, quelques pour cent seulement, personne ne pense plus qu'elle sera un élément clef du traçage autour des cas de Covid-19. Avant d'être un projet liberticide, c'était un échec sanitaire prévisible. Seuls les technocrates pouvaient penser possible de se passer de personnel humain pour tracer des contacts sociaux, nous proposant au passage d'abandonner une part de nos libertés. Autant de temps perdu pour la mise en place, dans le respect absolu du secret médical, des 25 000 personnels de santé communautaire dont nous avons besoin, aujourd'hui et peut-être encore plus demain, face au Covid 19¹. 25 000 embauches, puisque les travaux sur le sujet de l'université John Hopkins estiment les besoins autour de 3 à 5 personnes pour 10 000 habitants, pour la prévention, la détection, le soutien face au Covid-19, dans le cadre d'un service de santé public de proximité, unissant tous les professionnels du soin dans la cité, les quartiers, en lien avec la Sécu, les associations, les mairies, l'ARS. Plus largement, la santé communautaire



Banderole de Sud santé demandant plus d'argent pour l'hôpital public, manifestation en soutien au personnel soignant, Bordeaux, 16 juin 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

doit être développée, au plus près des habitants, avec leur participation, dans le cadre de la démocratie sanitaire, à l'opposé de l'hospitalo-centrisme et des solutions technocratiques comme le numérique au service du pouvoir et des GAFAM, qui ont été présentées comme la solution, alors qu'ils sont une part du problème.

SUR LE MASQUE ENFIN, QUE DE TEMPS PERDU !

Hier, ils ne servaient à rien, car les stocks d'État avaient fondu pour cause d'austérité et que les usines françaises avaient été fermées faute de rentabilité, dans le grand jeu de la concurrence capitaliste. Puis ils ont été conseillés, à mesure de l'arrivée de nouveaux stocks, mais obligatoires seulement dans les transports en commun. Pourtant de plus en plus de scientifiques alertent sur la réalité d'une transmission par aérosols du Covid-19, et donc du danger des lieux confinés, et pas seulement des transports en commun, et demandent instamment l'obligation du masque dans tous les espaces clos. Alors Emmanuel Macron, le 14 juillet, annonce que les masques deviendront obligatoires dans les espaces clos recevant du public... mais uniquement à partir du 1^{er} août, et toujours pas gratuits ! Pourquoi attendre encore une fois, s'ils sont utiles, et le virus en circulation plus active ? Devant les interrogations qui montent, Castex est obligé d'annoncer que finalement, ils seront obligatoires dès le lundi 20 juillet. Mais précise devant le Sénat que, pour les entreprises, cela sera laissé à l'appréciation de l'entreprise, au cas par cas ! Triste aveu. Qui montre bien que les soucis de santé publique s'effacent toujours devant l'exigence de la rentabilité ! Car entreprise par entreprise, il sera bien difficile aux salariés de faire valoir les exigences sanitaires, alors que l'heure est aux plans sociaux du côté du patronat.

POUVOIR DES TRAVAILLEURS OU TOUTE-PUISSANCE PATRONALE !

Tous les médias parlent de la remontée des cas de Covid-19 en Nouvelle Aquitaine, ou en Mayenne. Mais bien peu de médias ont essayé de savoir autour de quels foyers les remontées s'organisent. Dans les structures de santé, hôpitaux, Ehpad, où le virus circule toujours, en raison de la faiblesse des tests des personnels de santé asymptomatiques. Dans les familles bien sûr. Mais aussi dans des abattoirs et des exploitations agricoles.

En Nouvelle Aquitaine, 17 cas ont été testés positifs dans une exploitation agricole de travailleurs/ses saisonniers cueillant des myrtilles à Parentis-en-Born, dans le département des Landes. La plupart des 400 saisonniers, de nationalité polonaise et roumaine, étaient entassés dans les bungalows d'un camping. Quand on sait qu'en 2006 les saisonniers de cette entreprise avaient dû aller devant les prud'hommes pour rupture anticipée du contrat de travail, on imagine la difficulté pour simplement imposer des mesures barrières, notamment dans les bungalows. À la Pentecôte déjà, le scandale de travailleurs/ses agricoles saisonniers, victimes du Covid-19 à cause des conditions indignes d'hébergement, avait éclaté dans un certain nombre d'exploitations agricoles du Sud-Est de la France. *L'Humanité* avait parlé de plus de 4 000 à 5 000 saisonniers, venus d'Espagne, contraints par une véritable mafia de la terre à travailler et dormir dans des conditions indignes. 17 saisonniers avaient été testés positifs dans le Gard, 39 dans le Vaucluse et 114 dans les Bouches-du-Rhône, dont un placé en réanimation. Des chiffres qui ne prennent pas en compte les tests des laboratoires privés, mais uniquement les tests réalisés par pompiers et hôpitaux. Il suffit de voir la vidéo des conditions d'hébergement pendant la quatorzaine, réalisée par un de ces saisonniers, matelas groupés à même le sol, pour imaginer les conditions d'hébergement avant cette quatorzaine.

En Mayenne, les abattoirs ont été un des lieux de développement du virus. Le problème des abattoirs est connu, des USA à l'Allemagne, en passant par le Nigeria, où un seul super-contaminateur a pu transmettre le virus à plus de 550 personnes. Il n'y a pas de certitude sur la cause, mais des hypothèses qui ne s'excluent pas l'une l'autre. Un milieu froid et humide, quasi hivernal. Une ventilation pour pousser cet air froid. Beaucoup de bruit qui pousse à se rapprocher ou à enlever le masque pour communiquer. Des distances de sécurité sur les chaînes qui sont insuffisantes... On comprend qu'au-delà même des tests qui doivent régulièrement être organisés de manière préventive dans ces milieux, c'est l'organisation même du travail qui doit y être repensée, qui met en cause la rentabilité de la structure. Sans parler de la médecine du travail muselée face au Covid-19. Pouvoir patronal sur les conditions et l'organisation du travail, ou pouvoir des collectifs de salariés sur leur vie, la question est

centrale dans la lutte contre la diffusion du Covid-19 en entreprise.

PRÉPARER LE SYSTÈME DE SANTÉ ET LES HÔPITAUX AU PIRE !

Alors qu'il aurait fallu rouvrir des lits d'hôpitaux, embaucher massivement des personnels, former du personnel de réanimation, les directions d'hôpitaux sont de retour, les lanceurs d'alerte sont condamnés, comme à l'hôpital psychiatrique de Sotteville-lès-Rouen. Le Ségur de la santé, contraint à l'augmentation salariale des personnels, accouche seulement de la promesse de 15 000 embauches pour toutes les structures de soin, bien loin des exigences syndicales de 120 000 embauches. Mais surtout il aggrave la flexibilité, accélère les restructurations, la territorialisation et la privatisation rampante de l'hôpital, et valide la transformation des EHPAD en hôpitaux de proximité de la loi Buzyn. Comment rouvrir des lits, développer les urgences et la réanimation sans effectifs supplémentaires ?

Là où il aurait fallu donner du pouvoir au personnel dans l'entreprise pour une nouvelle organisation protectrice face au virus et utile à la société, il n'y a que plans sociaux et chasse aux syndicalistes ou inspecteurs du travail. D'un côté, la montée du Covid-19, de l'autre, pour relancer la machine économique et les profits, le relâchement des mesures barrières, le retour de l'austérité et de la contre-réforme des retraites. Explosif !

On est encore loin des urgences saturées et des lits de réanimation suroccupés des débuts de la première vague. Mais si nous continuons comme aujourd'hui, nous savons quel est notre futur dans quelques semaines, sans même parler du début de l'hiver. Masques et tests en masse et gratuits, traçage communautaire respectant le secret médical, lavage des mains, mesures barrières, bouclier social et sanitaire pour organiser la vie sociale, la production, les transports, les loisirs au temps du Covid-19, qui s'est invité parmi nous pour longtemps, voilà nos exigences immédiates. Pouvoir sur nos vies et pas soumission aux exigences de rentabilité du capitalisme, voilà nos réponses. Au mouvement social de faire entendre rapidement sa voix. Il y a urgence, si nous ne voulons pas d'un deuxième reconfinement, avec son cortège de morts et de détresse sociale. □

1) <https://npa2009.org/arguments/sante/la-sante-communautaire-plutot-que-la-technologie-numerique-du-pouvoir-et-des-gafam>

L'annexion, même reportée, nous dit la vérité sur la situation en Israël/Palestine

PAR ROBERT A.H. COHEN

Robert A.H. Cohen est un écrivain juif britannique, militant contre le colonialisme israélien. Dans ce texte, publié au début du mois de juillet sur le site Mondoweiss, il fait le choix d'étudier l'annexion des territoires palestiniens de Cisjordanie, « promise » par le Premier ministre israélien mais jusqu'à présent reportée, comme un révélateur des logiques profondes du conflit opposant Israël aux Palestiniens (traduction Julien Salingue).

La *deadline* du 1^{er} juillet est arrivée, elle a été dépassée, et l'annexion n'a pas eu lieu. Mais inutile de célébrer l'événement. L'annexion a été reportée, pas annulée. L'administration Trump est divisée sur certains détails [du plan de Netanyahu] ; les protestations internationales sont plus nombreuses que prévu ; et Israël a replongé dans une crise du coronavirus qui requiert du gouvernement qu'il y consacre toute son attention.

L'ANNEXION COMME PUISSANT RÉVÉLATEUR

Mais, avec un Donald Trump qui chute dans les sondages aux USA, avec même des rumeurs selon lesquelles il pourrait se retirer de l'élection s'il estime qu'il ne peut pas la gagner, le Premier ministre Netanyahu va vouloir lancer le processus d'annexion le plus tôt possible.

Et une fois que le plan sera dans les recueils de lois de la Knesset, en sera-t-il jamais enlevé ? Comme le projet de colonisation [établi à la fin des années 1960], l'annexion avancera mois après mois, année après année, jusqu'à ce qu'un nouveau statut quo soit établi : un apartheid israélien élargi (incluant, en définitive, la vallée du Jourdain), un contrôle sécuritaire total « du fleuve à la mer » [du Jourdain à la Méditerranée], et des bantoustans palestiniens semi-autonomes et déconnectés les uns des autres. Trump aura été celui qui a rendu cela possible, mais c'est Netanyahu qui profitera de cet

héritage politique, et les Palestiniens qui en souffriront.

Un des éléments notables de ces derniers mois est la manière dont la seule perspective de l'annexion a joué un rôle de puissant révélateur de la nature même de la question Israël/Palestine. On peut dresser un parallèle avec la façon dont le Covid-19 a exposé au grand jour les injustices et les inégalités à travers le monde. Suivent trois exemples de ces vérités que l'annexion a révélées.

L'ANNEXION RÉVÈLE LA RÉALITÉ DES RAPPORTS DE POUVOIR

Bien trop souvent, dans le débat politique, la situation en Israël/Palestine est présentée comme étant un conflit. Un conflit entre deux « parties » ; un conflit entre deux rationalismes concurrents ; un conflit entre démocratie et terrorisme ; ou même un conflit religieux entre le « judéo-christianisme » et l'islam. On entend en permanence que les deux « parties » devraient « faire la paix » au moyen de « négociations directes », comme si elles avaient un statut équivalent et des ressources équivalentes pour faire valoir leurs arguments. L'annexion nous a montré à quel point ces visions sont fausses. La question Israël/Palestine est une question de pouvoir : qui l'a, qui ne l'a pas.

Seul l'État d'Israël a le pouvoir et les amis puissants lui permettant d'agir unilatéralement pour changer le cours de l'histoire. Les Palestiniens n'ont pas de colonies sur le sol israélien. Les Palestiniens n'ont rien à annexer et n'ont

pas de souveraineté qu'ils pourraient « étendre ». Les Palestiniens n'ont jamais acquis des territoires par la guerre et utilisé ensuite le vol légalisé pour dominer. Le plan de Donald Trump n'est pas le « deal du siècle », ni même une « solution réaliste à deux États », mais un document définitif exigeant la soumission perpétuelle des Palestiniens.

Cette fois, cependant, il n'y a pas de récit cohérent et/ou convaincant, mettant en avant la sécurité d'Israël, pour justifier ce nouveau développement. Il n'y a pas d'armées arabes se regroupant à la frontière. Il n'y a pas de « vipères terroristes » de l'OLP à Beyrouth. Pas d'attentat suicide à Tel Aviv. Pas de menace du Hezbollah au sud-Liban. Pas de tirs de roquettes du Hamas sur Sderot. Pas de bombes nucléaires dirigées depuis Téhéran. Ce n'est que la stricte mise en œuvre du pouvoir d'un peuple sur un autre, qui expose, aux yeux du monde, la réalité des dynamiques sur le terrain. Israël est un État qui a la volonté et la capacité d'ignorer le droit international ; la volonté et la capacité de dénier aux Palestiniens leur liberté de mouvement et l'accès à leurs terres ; la volonté et la capacité d'instaurer l'apartheid pour les Palestiniens tout en maintenant la démocratie pour les Juifs.

L'annexion est un révélateur de la vérité.

L'ANNEXION RÉVÈLE LA SEULE VERSION DU SIONISME QUI COMPTE

Il y a une bonne raison qui explique pourquoi les sionistes modérés (libéraux) se sont sentis aussi préoccupés par le processus d'annexion.

Si celui-ci va de l'avant, leur version préférée du sionisme, fondée sur l'idée de deux États pour deux peuples, se verra offrir la sépulture en bonne et due forme dont elle avait besoin depuis un long moment. Et lorsque cela se produira, le sionisme libéral fera faillite.

Ce ne sera pas la première version du sionisme à perdre son sens et sa pertinence. Le sionisme culturel d'Asher Ginsberg a disparu dans les années 1920, à supposer qu'il ait jamais eu des adeptes. Le sionisme binational de Martin Buber, Judah Magnes et Henrietta Szold n'a jamais su s'imposer. Le sionisme de David Ben Gourion, consistant en la construction d'un État socialiste, n'a jamais été qu'un socialisme pour les Juifs et n'a pas résisté à la prise du pouvoir par le Likoud en 1977. Le sionisme d'Oslo de Rabin et Pères fut assassiné par un fanatique juif d'extrême droite et représentait bien moins que ce qu'il n'y apparaissait.

La seule variété de sionisme encore disponible sur le marché est le crédo ethno-nationaliste de Benyamin Netanyahou et des nombreux politiciens qui siègent sur sa droite à la Knesset. L'annexion a révélé le fait que la notion d'un spectre du sionisme (de la gauche à la droite ou de la modération à l'extrémisme) est, en vérité, un mythe ou, au mieux, un vœu pieux.

L'annexion est un révélateur de la vérité.

L'ANNEXION RÉVÈLE LA RELATION CONFLICTUELLE ENTRE ISRAËL, LE SIONISME ET LES JUIFS DE LA DIASPORA

Le débat sur l'annexion en dit beaucoup sur ce qui a toujours semblé étrange et souvent incohérent dans les relations entre Israël et les Juifs vivant dans la diaspora.

Si, comme c'est mon cas, vous avez grandi à la synagogue, au centre communautaire et dans un mouvement de jeunesse juif, on vous a appris et encouragé à considérer qu'Israël est au cœur de votre identité juive. En retour, Israël nous donne, à nous Juifs de la diaspora, un statut privilégié et un « droit au retour » dans notre « foyer ancestral ».

Je ne connais aucun autre pays qui prétend être l'État, non de ses citoyens, mais d'un groupe

ethno-religieux. Je ne connais aucun autre groupe de gens qui considère sa relation à un État-nation non seulement d'un point de vue historique et religieux, mais aussi métaphysique, dans toutes ses dimensions et sa complexité. Tout se passe comme si, sans cet État, je ne pouvais, nous ne pourrions exister, et comme si mon identité, notre identité, ne pouvait pleinement s'exprimer.

En à peine soixante-dix ans, une idéologie politico-religieuse, une certaine lecture de l'histoire juive, une certaine vision de l'antisémitisme, ont construit un paradigme profondément émotionnel qui domine tous les aspects de la vie organisée des Juifs. Pas besoin de se demander pourquoi nous nous contrarions facilement à propos de la politique d'Israël et de sa réputation dans le monde : nous avons été, depuis le jour où nous sommes nés, hyper-sensibilisés à cet État et à la pensée sioniste qui le sous-tend.

Mais l'annexion fissure le paradigme et fait remonter des vérités qui ont toujours été là si on a été assez courageux pour les regarder. Notre refuge national, notre rédemption nationale, a été construit sur les ruines de l'existence détruite du peuple palestinien. Et avec l'annexion, nous nous apprêtons à entrer dans la phase finale de leur longue et violente dépossession.

Notre projet de salut n'a été possible qu'au moyen d'un colonialisme alimenté par l'exceptionnalisme juif et une application toute particulière du nationalisme européen. Nous ne pouvons défaire cette histoire, mais nous

pouvons choisir de nous y confronter. C'est le moment.

L'annexion est un révélateur de la vérité.

LA PENSÉE POST-ANNEXION

L'épidémie de Covid-19 génère beaucoup de réflexion, aux quatre coins du monde, quant à nos valeurs et à nos priorités. Nous sommes submergés par la pensée post-épidémie. Notre tolérance vis-à-vis de la pauvreté, du racisme, de l'injustice et des inégalités, s'est amoindrie au cours des derniers mois.

Ce mouvement de pensée rend le sionisme (dans la seule version qui tient encore debout) plus que jamais déconnecté et obsolète. L'annexion le fera définitivement franchir la ligne qui le placera du mauvais côté de l'histoire. Les idéologies qui prônent l'exceptionnalisme et la sécurité d'un groupe ethno-religieux au détriment d'un autre doivent être confiées aux musées et aux cours d'histoire, au côté des statues de marchands d'esclaves et de généraux confédérés. Nous ne les avons que trop supportées, de même que nous avons trop supporté les gens qui leur trouvent des excuses.

Sur le court terme, l'avenir apparaît sombre. Mais si nous avons appris quelque chose cette année, c'est bien que les changements peuvent survenir rapidement, et que l'opinion publique peut radicalement se modifier. Ce qui semble indestructible aujourd'hui peut voler en éclat demain. L'annexion est un révélateur de la vérité. Et il est temps de regarder la vérité en face. □



© Ambassade étatsunienne à Tel Aviv / Wikicommons

Pour une stratégie de renversement du capitalisme

PAR YOHANN EMMANUEL ET ANTOINE LARRACHE

La crise actuelle du capitalisme revêt des dimensions tellement variées et profondes – crise écologique, sociale, économique, morale, politique... – qu’il ne fait plus de doute qu’il s’agit d’une crise systémique dont l’issue sera nécessairement une rupture – positive ou négative – avec les équilibres instables actuels. C’est pourquoi nous abordons dans ce dossier des aspects variés, même si incomplets, d’une démarche globale de remise en cause du capitalisme pour la construction d’une autre société.

Une société vivable et juste serait sans exploitation et sans classes : le travail y aurait été libéré, et la propriété privée abolie ; l’activité se ferait en fonction de l’utilité sociale, et en entretenant un rapport soutenable à l’environnement ; l’économie y suivrait le principe « *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins*¹ ». Elle serait également sans oppressions ; l’hétéro-patriarcat et le racisme y auraient été détruits. Elle serait réellement démocratique à tous les niveaux ; la police, la justice et l’État lui-même, compris comme un corps séparé de la société confisquant la démocratie, y auraient été supprimés et rendus inutiles. En un mot, ce serait une société communiste. Mais les révolutionnaires ne peuvent se contenter de l’imaginer, sous peine de tomber dans ce qu’Engels appelait le « socialisme utopique ». Ils doivent élaborer un programme rassemblant les principales mesures allant dans cette direction, et ils doivent aussi accompagner un tel programme d’une stratégie à même de le réaliser. Comment imposer et mettre en œuvre concrètement de telles mesures ? On peut répondre simplement : par la révolution socialiste, menant à terme au communisme. Mais il reste à savoir comment la faire.

COMMENT DE RIEN DEVENIR TOUT ?

La révolution est le moment historique, plus ou moins long, où les rapports de forces sont totalement bouleversés et où le pouvoir bascule (pour un temps du moins, puisque la

révolution peut être trahie, dénaturée ou vaincue) du côté des exploités et des opprimés. Pour pouvoir « de rien devenir tout² », ils et elles doivent former un sujet collectif doté d’une certaine unité, à même de renverser le système de domination actuel dans son ensemble ; autrement dit, qu’ils et elles se constituent en une classe en lutte.

Marx et Engels écrivaient dans *le Manifeste* que les communistes « *se distinguent des autres partis ouvriers* » d’une part par leur internationalisme, et d’autre part en ce que « *dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l’avantage d’une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.* »

Parce qu’ils savent que seul un renversement révolutionnaire des rapports de forces permettra de vaincre la bourgeoisie, les communistes visent l’unité du prolétariat, et la voient non comme quelque chose de donné mais comme une tâche à réaliser. Le « *parti communiste* » dont Marx et Engels écrivent le manifeste est justement la classe unifiée en lutte (le parti au sens « historique », non au sens d’une organisation particulière).

Les prolétaires, au sens large de l’ensemble des exploités sous le

capitalisme, ont, en raison de leur position dans les rapports sociaux, à la fois un intérêt fondamental à rompre avec le système capitaliste pour construire une société communiste (puisqu’ils et elles y sont dépossédés des moyens de production et du pouvoir politique) et la capacité de le faire (puisque d’une part ils sont le point faible de ce système qui repose sur leur travail et, d’autre part, leur place dans la société les pousse objectivement à s’opposer à la scission entre l’être humain et ce qu’il produit et organise, entre la théorie et la pratique, la pensée et l’action³). Mais ils et elles sont profondément divisés, et le problème est donc de construire leur unité, tout en travaillant, ce qui est la source de nombreuses contradictions dans le cadre d’une société où l’aliénation est la règle, à s’approprier une perspective révolutionnaire.

Cette unité doit du reste aller au-delà de la lutte contre l’exploitation, et rassembler les forces qui se mobilisent contre cette conséquence nécessaire du capitalisme qu’est la destruction de l’environnement, ainsi que contre d’autres dimensions du système de domination établi, comme l’hétéro-patriarcat et le racisme systémique. Il s’agit ainsi de former un « bloc subalterne⁴ » à partir de situations d’exploitation et d’oppression diverses, et des luttes qui s’y ancrent.

LA FRAGMENTATION DU PROLÉTARIAT

La classe ouvrière est divisée en raison du fonctionnement intrinsèque du capitalisme (salariés relativement

stables, précaires, chômeurEs, etc.), de différences de statuts (public, privé, intérim, auto-entrepreneurs relevant en réalité d'un salariat caché, ou encore le travail domestique), de divisions géographiques (grandes villes, banlieues, péri-urbain, campagnes, et le cas extrême des colonies), de l'âge et des générations, du patriarcat et du racisme systémique. À ces divisions (facteur objectif), s'ajoutent de multiples différences entre les modalités de lutte, d'organisation et de conscience de classe (facteur subjectif). Ces deux facteurs, liés dialectiquement, permettent de comprendre que des mouvements très puissants et radicaux, aux prises avec le même adversaire (l'État bourgeois), puissent se succéder en à peine quelques mois presque sans aucune communication et continuité. C'est ce qui s'est passé avec la révolte des banlieues d'octobre-novembre 2005 et le mouvement étudiant contre le CPE de février-avril 2006, même si la victoire partielle de ce dernier (dernier recul important d'un gouvernement en France) a été favorisée par l'affaiblissement du pouvoir et ses dissensions (représentées par la rivalité Villepin-Sarkozy) suite à la révolte de 2005. C'est également un tel décalage et une telle désynchronisation qui a sévi entre le mouvement des Gilets jaunes et les manifestations et grèves contre les retraites de cet hiver, deux contestations massives et radicales mais aux méthodes de lutte très différentes et liées à des fractions hétérogènes de la classe ouvrière⁵. Les différences sociologiques entre les membres des deux mouvements sont réelles mais ne sont pas les seules en cause : la ligne de la plupart des directions syndicales a consisté à rester à distance, voire à critiquer, les Gilets jaunes⁶, dont la suspicion initiale envers les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier n'a donc pas pu être assez surmontée. Alors que les classes dominantes parviennent à jouer des divisions des exploités et opprimés, et les renforcent par de continuelles offensives politiques et idéologiques (en particulier racistes), l'une des tâches stratégiques décisives des organisations de lutte de classes est à l'inverse de contrecarrer ces divisions, et de diffuser une conscience de classe unitaire.

FRONT UNIQUE ET ORGANISATION

Une politique de front unique entre différentes organisations du mouvement ouvrier (révolutionnaires et réformistes) est nécessaire parce que « *la conquête du pouvoir par le prolétariat requiert sa mise en mouvement la plus large pour l'affrontement avec le pouvoir bourgeois, ainsi qu'une capacité à entraîner les classes sociales intermédiaires dans cet affrontement pour le gagner et changer les rapports sociaux*⁷ ». L'une des étapes nécessaire est ainsi un travail d'implantation syndical volontariste dans des secteurs non ou peu organisés du salariat (privé, précaires, petites entreprises, jeunes, etc.⁸), dans l'objectif de reconstruire la conscience de classe dans ces secteurs.

Mais ces derniers, puisque l'organisation, l'indépendance et la conscience et y sont fragiles, sont en même temps ceux qui sont les plus sensibles aux problèmes politiques qui ne relèvent pas directement du rapport capital-travail. On pourrait dire que, de nos jours, le front unique doit être encore plus large : il faut parvenir à établir des liens durables et à rendre possible une unité d'action avec des mouvements qui, comme les Gilets jaunes, organisent des classes sociales intermédiaires ou en gestation, au contours mouvants, peu organisés (ou en l'étant d'une manière très différente, par les réseaux sociaux notamment) mais dont les évolutions seront aussi le produit des batailles politiques et des alliances de classes qui sont noueront dans la lutte.

Si l'organisation formelle peut dans certaines circonstances émousser la radicalité, elle seule permet la constance et la cohérence dans la lutte, ainsi que l'accumulation et la transmission des expériences des luttes passées. Il y a donc une dynamique, inhérente à l'action, qui pousse à construire et reconstruire des structures pour fixer, pour le meilleur et pour le pire, ses expériences. Sans prétendre d'une manière irréaliste faire entrer en tant que membres la majorité des exploités et opprimés dans des organisations formelles de lutte des classes (ce que, même à son âge d'or, le PCF et les organisations qui lui étaient subordonnées ne sont pas parvenus à faire⁹), il faut viser à créer un contact étroit entre ces organisations et les groupes qu'elles ont pour tâche de représenter, et à diffuser

dans le même temps le plus largement possible les analyses et projets alternatifs au capitalisme. Il s'agit de renforcer la conscience de classe, ce qui signifie notamment rendre tangible la possibilité d'une nouvelle société, cela pour, à terme, être en mesure de renverser une hégémonie bourgeoise déjà affaiblie par des décennies de néolibéralisme et « d'étatisme autoritaire » (pour employer l'expression de Poulantzas).

CONVERGENCE DES LUTTES ET AUTO-ORGANISATION

Unifier la classe, et plus généralement les subalternes, signifie à la fois mobiliser et organiser dans des cadres de lutte le plus massivement possible les exploités et opprimés, mais aussi faire converger, à partir de positions différentes, les luttes déjà existantes vers le même adversaire. La montée en généralité des revendications et la mise en rapport d'une lutte avec de nombreuses autres peuvent certes nuire au déploiement et à la massification d'une lutte née sur une question spécifique si elles impliquent sa dissolution. Même s'il peut être difficile de les concilier, aucun des deux objectifs ne peut cependant être sacrifié. Dans la période récente, la stratégie du comité « Vérité et Justice pour Adama » illustre la manière dont cette « double tâche » peut être poursuivie. D'une part, il lutte avec constance et fermeté sur la revendication autour de laquelle il est né, et plus généralement contre l'oppression policière et raciste. D'autre part il tisse des liens avec d'autres luttes et participe à d'autres mouvements : Gilets jaunes, mouvement des retraites et question écologique¹⁰. Le tout avec un certain succès, dont témoigne l'ampleur des manifestations des 2 et 13 juin.

Il faut ajouter que l'unité de la classe implique d'articuler différentes modalités de lutte et d'organisation : mouvements largement spontanés, organisations créées autour d'une lutte déterminée (syndicats ouvriers, associations écologiques, collectifs féministes, comités antiracistes, etc.), organisations politiques proprement dites (partis), cadres d'auto-organisation (AG, conseils, soviets, etc.). L'auto-organisation est nécessaire à la fois





pour le succès de la lutte et pour le passage à une société émancipée. D'abord, les cadres d'auto-organisation constituent une mise en œuvre concrète du front unique, et favorisent ainsi une massification de la lutte. Ensuite, ils ouvrent la possibilité pour les révolutionnaires de convaincre de leurs mots d'ordre et de leur stratégie à grande échelle. Enfin, ils donnent aux groupes concernés le contrôle sur leur propre lutte, ce qui est décisif à la fois pour court-circuiter les manigances bureaucratiques, et à plus long terme pour créer des organes de démocratie réelle sans lesquels le communisme resterait un mot vide. L'auto-activité des groupes en lutte permet de remettre en cause *par en bas* les différents aspects de la domination actuelle (les rapports de propriété et de pouvoir notamment). Cela ouvre ainsi la possibilité d'une réappropriation par les travailleurSEs de leur travail et de leur production (une socialisation démocratique et non une simple nationalisation par en haut), et d'une réappropriation par chacunE du pouvoir (contre sa monopolisation par l'État). L'impulsion et le renforcement des cadres d'auto-organisation sont donc l'une des méthodes et l'un des objectifs

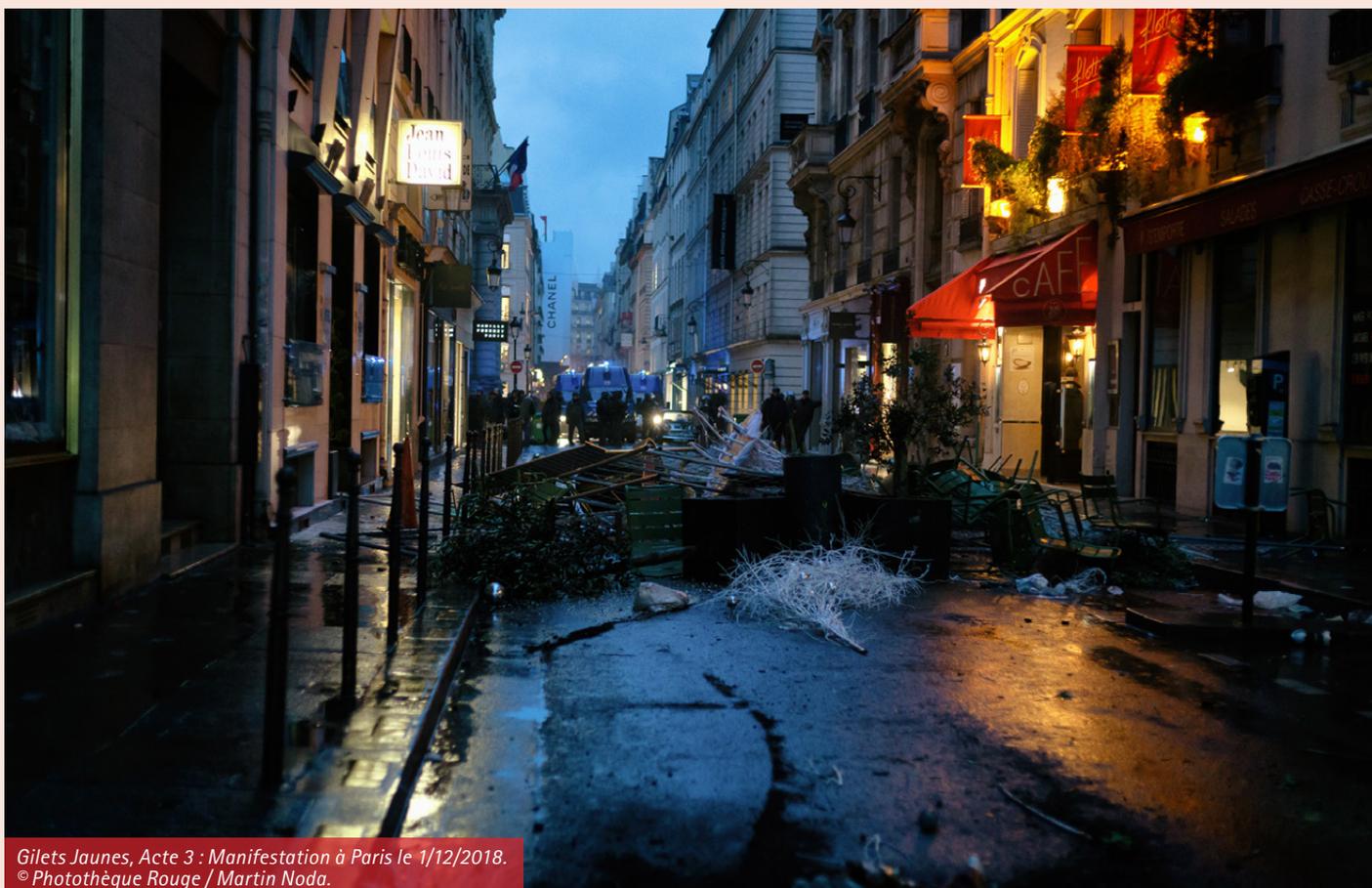
de lutte principaux des révolutionnaires, et plus spécifiquement des partis révolutionnaires. Ces derniers doivent ainsi éviter le substitutisme, et ne pas entretenir un rapport instrumental aux cadres d'auto-organisation ainsi qu'aux autres organisations de lutte, rapport qui en ferait de simples « courroies de transmission » (comme était conçus la CGT par rapport au PCF) ou de simples « organisations de façade », sans bien entendu s'interdire d'intervenir politiquement dans ces cadres ou organisations de masse. Tout comme il est nécessaire de promouvoir une démocratie réelle dans et par les luttes au sein de la société, les organisations de lutte de classe doivent elles-mêmes fonctionner d'une manière démocratique.

LA GRÈVE DE MASSE, HYPOTHÈSE STRATÉGIQUE

La nécessaire construction de l'unité de la classe, le tissage de liens entre secteurs et luttes hétérogènes, la diffusion d'idées, d'imaginaires et de pratiques nouvelles, etc., suivent une temporalité longue, que Gramsci a pensé avec la métaphore de la « guerre de position ». Mais la « guerre de mouvement », d'une temporalité beaucoup plus dense, reste décisive, car c'est

dans l'action, dans la mobilisation et la lutte de masse, que la conscience de classe progresse le plus rapidement. Rosa Luxemburg écrit dans *Grève de masse, parti et syndicat* que, lors de la révolution russe de 1905, le soulèvement du prolétariat a éveillé « *pour la première fois, comme par une secousse électrique, le sentiment et la conscience de classe chez des millions et des millions d'hommes. Cet éveil de la conscience de classe se manifeste immédiatement de la manière suivante : une masse de millions de prolétaires découvre tout à coup, avec un sentiment d'acuité insupportable, le caractère intolérable de son existence sociale et économique, dont elle subissait l'esclavage depuis des décennies sous le joug du capitalisme. (...) Ici on lutte pour la journée de huit heures, là contre le travail aux pièces. Ici on emmène sur des charrettes à bras les maîtres brutaux après les avoir ligotés dans un sac ; ailleurs, on combat l'infâme système des amendes partout on lutte pour de meilleurs salaires, ici et là pour la suppression du travail à domicile.* »

Cette *coagulation* soudaine des luttes en une classe mobilisée et consciente est bien entendu historiquement très rare. Le plus souvent, et Luxemburg le précise d'ailleurs en



Gilets Jaunes, Acte 3 : Manifestation à Paris le 1/12/2018.
© Photothèque Rouge / Martin Noda.

d'autres endroits de son texte, elle fait suite à toute une période de luttes intenses. Et, dans tous les cas, la grève de masse doit être préparée, que ce soit techniquement ou idéologiquement, même si la préparation seule ne garantit rien – Luxemburg soulignant à ce propos que la grève de masse n'est pas un outil que les syndicats ou partis pourraient décider d'utiliser à leur gré, comme un couteau que l'on pourrait ouvrir ou fermer à volonté.

Elle est le produit d'un changement qualitatif dans la lutte des classes, et se caractérise par son caractère politique. « *La spécificité de la politique s'exprime chez [Lénine] dans le concept de la crise révolutionnaire, qui n'est pas le prolongement logique d'un "mouvement social" mais une crise générale des rapports réciproques entre toutes les classes de la société. La crise se définit alors comme une "crise nationale". Elle agit comme un révélateur des lignes de front brouillées par les fantasmagories mystiques de la marchandise. Alors seulement, et non en vertu d'un inéluctable mûrissement historique, le prolétariat peut être transfiguré et "devenir ce qu'il est"¹¹. »*

La grève de masse, ou grève générale insurrectionnelle (insurrectionnelle dans la mesure où elle s'accompagne d'occupations de lieux de travail et de vie, de manifestations interdites, de pratiques d'auto-défense, etc. et défie donc la légalité), doit être, comme le dit Daniel Bensaïd notre « hypothèse stratégique » fondamentale. Cela ne signifie pas qu'elle exclut d'autres formes d'actions (blocages, émeutes d'une part ; élections d'autre part) mais qu'elle doit être conçue comme la situation dont la probabilité est la plus grande où la classe ouvrière, massivement mobilisée, peut remettre en cause le plus efficacement le pouvoir bourgeois, entraîner des classes intermédiaires et ainsi faire basculer le rapport de forces. En arrêtant la production elle sape les sources de ce pouvoir ; elle vise les sommets de l'État ; et en donnant naissance à des organes d'auto-organisation (éventuellement en relançant la production sous contrôle ouvrier), elle peut constituer le germe d'un double pouvoir, s'ils sont assez puissants et coordonnés, susceptible non seulement d'aboutir à un changement de pouvoir politique, mais à poser les bases d'un changement de société.

LE RÔLE DÉCISIF DU PARTI

L'organisation la mieux à même de promouvoir les cadres d'auto-organisation, de transmettre les expériences de lutte passées et de diffuser des analyses de classe est le parti révolutionnaire. De même, parce que son action est située à un niveau directement politique, il est le mieux placé pour œuvrer à la convergence des luttes, et cela notamment avec des luttes autour d'enjeux qui étaient négligés par les organisations du mouvement ouvrier (ou qu'elles avaient placés au second plan) : luttes féministes, LG-BTI, contre le racisme, les violences policières, pour l'écologie, ou encore avec de nouveaux types de luttes qui émergent (comme les Gilets jaunes).

On peut relever un ensemble de « fonctions qu'un parti peut seul accomplir véritablement » : le parti révolutionnaire, pour être à la hauteur de sa tâche, doit ainsi être un « parti-éducateur, formant politiquement ses membres par un travail continu de transmission théorique et historique, ainsi que par l'expérience militante ; parti-intellectuel, susceptible de produire une compréhension commune du monde social et d'élaborer collectivement une stratégie pour le transformer, parti-expérimentateur, capable de prendre des décisions audacieuses, même lorsque d'autres organisations s'y refusent ; parti-catalyseur, visant à surmonter la dispersion de la gauche et des mouvements grâce à des initiatives qui permettront de faire émerger de nouvelles synthèses militantes et politiques ; parti-stratège, en mesure de jouer un rôle décisif dans des situations de crise politique et de bifurcation historique, en mettant à profit l'expérience passée des mouvements d'émancipation¹². »

Le parti révolutionnaire peut jouer habilement de la « discordance des temps » (Bensaïd) : inscrit dans le temps long de la construction d'organisations et de la lutte idéologique, il peut également intervenir dans le temps court des luttes de masse ; et il peut œuvrer à dépasser la désynchronisation des luttes, afin qu'elles parviennent à se condenser, ou à se coaguler, en une lutte assez puissante pour renverser le pouvoir bourgeois. Un des éléments-clés de ces accélérations est la formulation d'une démarche transitoire, qui permet de passer d'aspirations populaires de

masse à une remise en cause du système. Consacrées par le *Programme de transition* publié par Trotsky en 1938, les revendications transitoires, que ce soit l'interdiction des licenciements, la fin des énergies fossiles, la saisie des banques ou le démantèlement de la police, se combinent avec une démarche similaire sur la question du pouvoir, abordée notamment dans *Démarche transitoire, front unique, gouvernement ouvrier* (François Sábado, 2005), du gouvernement, pour accélérer la compréhension de l'impossibilité de résoudre les problèmes pratiques que se posent les masses mobilisées sans rupture avec les institutions capitalistes.

Dans une situation révolutionnaire, comme une grève générale, le parti révolutionnaire peut prendre l'initiative décisive qui fera basculer le pouvoir du côté des organisations de lutte et des cadres d'auto-organisation des exploités et opprimés (comme les soviets lors de la révolution d'octobre 1917), c'est-à-dire trancher la situation de double pouvoir en leur sens. Bref, dans une situation de « bifurcation » historique, il peut ouvrir la voie à une société communiste, libérée de l'exploitation et de l'oppression¹³. □

1) Marx reprend à son compte dans la Critique du programme de Gotha cette formule de Louis Blanc.

2) Daniel Bensaïd, « Les sauts ! Les sauts ! Les sauts ! », <http://danielbensaid.org/Les-sauts-Les-sauts-Les-sauts>.

3) Lire les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire, Franz Jakubowski, EDI, 1976.

4) Ugo Palheta, la possibilité du fascisme, *La Découverte*, 2018. Le terme « subalterne » est emprunté à Gramsci.

5) « Chez les gilets jaunes étaient majoritaires des secteurs, habituellement peu mobilisés ou politisés, issus du monde périurbain, des petites entreprises, du salariat atomisé des services à la personne ou tout simplement éloignés de l'emploi... autant de secteurs où la présence syndicale est résiduelle. » Karel Yon, « Le syndicalisme, la retraite et les grèves », *Contretemps.eu*, avril 2020.

6) « "Gilets jaunes" : les principaux syndicats énoncent les violences », *Le Monde*, 6 décembre 2018.

7) Antoine Larrache, « "Coordonner la gauche qui lutte" : front unique, pièges et enjeux », *Npa2009.org*.

8) Karel Yon, « Le syndicalisme, la retraite et les grèves », *Contretemps.web*, avril 2020.

9) « Le PCF des années 1950 comme "contre-société" », <http://www.lilas.org/fabriquer/le-pcf-comme-contre-societe/>.

10) « Marche Adama IV – On veut respirer », <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/080720/marche-adama-iv-veut-respirer>

11) Daniel Bensaïd, *idem*.

12) Ugo Palheta et Julien Salingue, « Pour un recommencement communiste », in Daniel Bensaïd, *Stratégie et parti, Les Prairies Ordinaires*, 2016, p. 262.

13) Daniel Bensaïd, *idem*.

Socialisons les biens communs

PAR LÉON CRÉMIEUX*

La pandémie, le confinement ont été des révélateurs puissants de l'état de notre société, des logiques de l'appareil d'État et de logiques alternatives à mettre en œuvre.

Il est apparu au grand jour que l'État, prétendument au service des besoins de la population, avait non seulement ignoré ces besoins, en termes de risques sanitaires et de moyens hospitaliers, mais, bien pire, mené consciemment des politiques budgétaires réduisant année après année les moyens alloués à des politiques de prévention. Plus globalement, en cassant le rythme normal de la vie économique et sociale, les derniers mois ont montré les contradictions fondamentales entre le fonctionnement de notre société capitaliste et les besoins sociaux dans toutes leurs dimensions.

LOGIQUES COMPTABLES CONTRE URGENCES SOCIALES ET SANITAIRES

Certes, pour limiter l'expansion de la pandémie au sein de la population, la vie économique a été mise quasiment à l'arrêt pendant deux mois et n'ont été, officiellement, maintenues que les activités essentielles pour la population. De même, l'État a directement financé le chômage partiel pour des millions de salariés du privé (jusqu'à 5,5 millions d'équivalent plein temps en avril selon la DARES). Mais en fait, la décision gouvernementale du confinement strict a bien été, en France comme ailleurs, la conséquence de l'absence de moyens de prévention (masques, tests) et surtout la pénurie de lits de soins intensifs. La crainte réelle du gouvernement n'aura pas été le nombre de morts (à ce jour, avec 44,6 morts pour

100 000 habitantEs, la France, sixième pays le plus touché au monde, devance encore les USA et le Brésil) mais la saturation totale des moyens de réanimation avec la crise de société que cela aurait entraîné pour la sixième puissance économique mondiale.

De même, le chômage partiel pris en charge par l'État, la réouverture au plus vite des établissements scolaires correspondaient bien au besoin de maintenir au maximum à disposition les effectifs stables des entreprises pour redémarrer la production avec les « ressources humaines » nécessaires dès que possible. Rien n'a été fait pour empêcher l'explosion du chômage en avril (plus 843 000) notamment par la fin brutale de CDD et de missions d'intérim. Le seul but était bien de maintenir en état les outils de production, pas de maintenir les salaires et les emplois.

Néanmoins, pendant les mois de mars et avril, la priorité semblait être donnée à l'humain et à ses besoins immédiats en termes de santé et d'approvisionnement. L'État lui-même semblait abandonner le « laisser faire » néolibéral pour décréter jusqu'à un certain point pour les urgences sociales. En même temps, apparaissait surtout que rien n'avait été fait pendant des années pour répondre à ces urgences sociales, aux besoins de la population. Il en avait été ainsi (parallèlement au déstockage des masques) de la production de matériels sanitaires : malgré les mobilisations des salariéEs et de la population

locale, Honeywell, en 2018, avait fermé tout simplement, avec l'assentiment du gouvernement, Giffard, l'usine de fabrication de masques de Plaintel (Côtes d'Armor), Luxfer fermant

son usine de Gerzat (Puy-de-Dôme), seul fabricant européen de bouteilles d'oxygène. De même, en 20 ans, les établissements de santé avaient perdu 20 % de leurs lits d'hospitalisation à temps complet, là encore malgré la mobilisation croissante des personnels de santé.

« Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, au fond, à d'autres, est une folie » (E. Macron, 12 mars 2020).

La déclaration est intéressante, mais qui sont « les autres » à qui ont été délégués notre alimentation, notre santé, notre cadre de vie ? Macron voulait sûrement parler des pays étrangers dont dépend la France pour les masques ou les médicaments par exemple. Mais la crise de la pandémie a révélé que pour la santé comme pour l'ensemble des besoins élémentaires (transports, logements, alimentation, communications, entre autres), les choix, les décisions sont prises non pas en fonction des besoins sociaux mais en fonction des intérêts économiques et financiers de ceux qui dirigent les entreprises censées subvenir à ces besoins élémentaires. Et lorsque c'est l'État lui-même qui subvient à ces besoins, dans le cadre de services publics ou de ce qu'il reste d'entreprises publiques, il le fait selon une logique comptable et budgétaire qui correspond là aussi aux impératifs économiques et financiers fixés par les groupes capitalistes qui reçoivent souvent délégation de services publics. Il en a été ainsi, dans la santé, de la suppression des lits et des postes, de la fermeture d'hôpitaux et du développement de l'hospitalisation privée. Mais il en est aussi ainsi des concessions d'autoroutes attribuées par l'État à des groupes comme Vinci ou Eiffage, de la distribution des eaux attribuée à Suez, à la Lyonnaise des Eaux ou à Veolia, de la politique menée dans les transports par la SNCF ou Air France.

Aussi, inutile de chercher « les autres » – à qui sont délégué notre alimentation ou notre cadre de vie – hors de nos frontières... Ils sont chez nous, au gouvernement et à la tête des grandes entreprises



Manifestation en soutien du personnel soignant, Bordeaux, 16 juin 2020.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

et des banques... L'ennemi est dans notre pays !

La pandémie nous a renduEs plus sensibles aux préoccupations de notre environnement, de notre cadre de vie, du lien entre pandémie, déforestation, changement climatique. Les zoonoses, dont font partie le COVID-19, comme le SRAS et Ebola, sont les conséquences de ces transformations imposées à notre environnement par les États et les grands groupes. Ces transformations se font évidemment sans aucun contrôle ni choix des populations concernées. René Dumont disait il y a plus de 40 ans : « C'est un seul et même système qui organise l'exploitation des travailleurs et la dégradation de nos conditions de vie et qui met en péril la planète entière ». Déclaration prémonitoire !!!

Les conditions déplorables de logements, l'insalubrité, un urbanisme de parage subi dans les quartiers populaires, des inégalités dans l'accès à la santé ont elles aussi été mises en relief ces derniers mois¹. D'autant plus insupportables durant la pandémie que ces conditions aggravaient les risques pour des hommes et le plus souvent des femmes qui n'étaient ni en télétravail ni au chômage technique, mais amenés à assurer les transports, la logistique, la distribution, les soins. Les classes populaires racisées ont été davantage victimes de la surmortalité de ces derniers mois, notamment en région parisienne. C'est dans ces mêmes zones que se sont développées de nombreuses initiatives populaires d'aide aux voisins, de courses pour les personnes âgées ou sans ressources. Mais là aussi, les réseaux d'organisations populaires reposaient une fois de plus la question des besoins sociaux, des services publics quand le gouvernement, lui, étalait ses chiffres sur la multiplication des contrôles policiers dans les quartiers pour « non-respect du confinement ».

SOCIALISATION ET PRISE EN MAIN PAR EN BAS

Beaucoup ont tourné ces derniers mois leurs exigences vers l'État comme garant de l'intérêt collectif, pour que les besoins sociaux prennent le pas sur les besoins du capital. Si celui-ci a donné provisoirement l'impression de jouer ce rôle, c'est bien que dans ces conditions particulières, l'État ne pouvait pas « laisser faire le marché » pour s'affronter à la crise. Mais, même en faisant ainsi, le gouvernement s'est bien gardé d'imposer aux entreprises ce qu'il imposait aux petits commerçants. Muriel Pénicaud a refusé

frontalement la fermeture obligatoire des entreprises non essentielles et le patronat a cherché coûte que coûte à maintenir les activités industrielles.

De même, si les hôpitaux ont pu faire face à la crise, cela n'a pas été grâce à l'administration publique, mais bien en passant au-dessus des contraintes des règles ministérielles :

« L'impensable est devenu réalité. L'inertie bureaucratique administrative a laissé la place à la rapidité d'adaptation, la routine procédurale a été remplacée par la créativité individuelle et collective, la concurrence et le chacun pour soi ont été supplantés par la coopération altruiste, la recherche de l'activité rentable a disparu, faisant place au juste soin pour chaque patient avec un maximum d'efficacité pour la collectivité. Et ce malgré le manque de dispositifs de protection et les pénuries de médicaments, et malgré le sentiment amer d'abandon des personnels hospitaliers qui se sont mobilisés depuis plusieurs mois pour réclamer un plan d'urgence pour l'hôpital public. » (Manifeste des soignants, mai 2020)

Ce n'est pas tant la nature publique de l'hôpital, mais la prise en main directe des affaires par les personnels soignants qui a permis d'éviter de nombreuses catastrophes.

Ce qui est vrai dans le domaine de l'hôpital l'est aussi dans le domaine de la production pharmaceutique, de la recherche. Toute l'expérience des derniers mois montre la nécessité d'inclure dans nos batailles l'exigence de la prise en main publique, de la socialisation des activités économiques indispensables à la satisfaction des besoins sociaux, de santé en premier lieu. Socialiser, cela n'est pas seulement maintenir et étendre des services publics, mais surtout les faire fonctionner sous contrôle direct des usagerEs, des salariéEs, avec des choix pris en fonction de la satisfaction des besoins sociaux. Cela nécessite une démocratie qui ne soit pas délégataire mais organisée au plus près des lieux d'activité.

Ces derniers mois ont montré la nécessité que les productions de médicaments, la recherche soient mises au service de la santé publique et non pas des profits. Ce qui s'impose c'est la socialisation des entreprises liées à la santé dans un seul système intégrant les structures du public et celles aujourd'hui privées. Il en est de même de la nécessité de l'expropriation des trusts pharmaceutiques. La production et la recherche pharmaceutiques jouent un rôle clef dans nos besoins de santé. Ainsi la recherche sur les

virus exige un travail de long cours qui n'est pas compatible avec la recherche de profits. Les dernières années en ont été l'exemple, plusieurs labos cessant leur recherche après l'épidémie de SARS par manque apparent de débouchés. La course au vaccin pour le Covid-19 et le chantage de Sanofi au financement avec les gouvernements français et américain en est le dernier exemple. Mais parallèlement, ce trust « français », champion du CAC 40, tout comme Novo Nordisk et Lily, possesseurs des brevets, impose dans le monde entier des prix exorbitants pour l'insuline, la rendant inaccessible à 50 % des diabétiques. Dans le même temps, Sanofi refuse d'indemniser les victimes de la Dépakine. Cela ne l'empêche pas de distribuer régulièrement des milliards de dividendes et de supprimer des milliers d'emplois. Financés par la Sécurité sociale et les aides à la recherche, les trusts pharmaceutiques doivent évidemment être expropriés et leurs choix de production et de recherche déterminés par les besoins sociaux.

Aussi, l'exigence et la mise en place de structures démocratiques de décision et de contrôle par les salariéEs et les usagerEs vont de pair avec la nécessité de rendre publics des services gérant les biens communs. L'exigence de démocratie va de pair avec l'exigence de satisfaction des besoins sociaux. Les deux s'opposent au maintien d'un système capitaliste qui tourne le dos à la satisfaction de ces besoins.

L'urgence sociale tout comme l'urgence climatique, l'urgence de lutter contre le racisme d'État et les discriminations, les violences sexistes ont pris plus d'acuité avec la pandémie. Dans tous ces domaines, la nécessité démocratique de pouvoir contrôler nous-mêmes, décider nous-mêmes des choix qui conditionnent notre existence apparaît plus prégnante. La crise lancinante des institutions politiques, la perte de crédibilité du gouvernement rendent encore plus nécessaire de lier ces exigences de démocratie et de satisfaction des besoins sociaux en posant la question de la socialisation comme outil de combat contre le capitalisme, pas seulement comme perspective lointaine. □

*Léon Crémieux est membre de la direction de la IV^e Internationale.

1) Cf. L'étude d'Audrey Mariette et Laure Pitti sur le site [metropolitiques.eu](https://www.metropolitiques.eu/), <https://www.metropolitiques.eu/Covid-19-en-Seine-Saint-Denis-2-2-comment-le-systeme-de-sante-acroit-les.html>

Autogestion : de quoi s'agit-il ?

PAR CATHERINE SAMARY*

Cette contribution, qui aborde les dynamiques autogestionnaires dans et contre le capitalisme, vers une autre société, a été présentée au débat organisé par le Collectif Anticapitaliste de Besançon le 4 octobre 2009.

En peu de temps, je voudrais répondre aux questions soulevées, en regroupant les enjeux en deux points : Premièrement, l'autogestion, un projet socialiste : de quoi parler ? Et quelques pistes... Deuxièmement, l'autogestion contradictoire avec le capitalisme mais est un appui pour des luttes contre lui...

L'AUTOGESTION, UN PROJET SOCIALISTE

Les mots pouvant recouvrir des réalités ou interprétations différentes, il faut commencer par clarifier de quoi on parle si l'on veut éviter les faux-débats et approfondir la réflexion. Il faut clairement distinguer deux niveaux.

D'une part, l'autogestion, comme principe donnant droit pour chaque individu de pouvoir gérer (être responsable de) tout ce qui le/la concerne, associé à un projet émancipateur radical. Mais cela ne dit pas comment se concrétise ce droit principal, sauf qu'il est un droit humain général, donc forcément contradictoire avec l'exploitation des salariéEs qui n'ont aucun pouvoir de gestion de leur travail dès lors que l'économie est basée sur les droits de propriété privée du capital... C'est pourquoi aussi l'autogestion est associée au socialisme que l'on peut aussi « entendre » au sens n°1 d'un système mettant à l'ordre du jour la pleine et universelle responsabilité des êtres humains sur leur travail et la façon de satisfaire les besoins... Mais cela ne donne toujours pas de réponse concrète sur le mode d'organisation de l'économie et de la démocratie, sur l'utilisation de l'argent, de la planification et du marché ; ni sur les différentes formes possibles de propriété. D'autre part, l'autogestion est au contraire concrétisée dans la pensée – par exemple la conception anarchiste de l'autogestion, entreprise par entreprise, reliée par un marché – ou dans la pratique : les différents systèmes yougoslaves

d'autogestion, combinant différemment plan, marché et autogestion et rôle du parti et des syndicats, etc. Dans ce cas, l'autogestion est associée à un contexte historique précis et un « système institutionnel » – de plan, de marché, de propriété, de droits constitutionnels... – qu'il faut discuter en fonction des droits reconnus et du bilan.

Il faut donc s'entendre sur *les critères de jugement pour les bilans* (cela relève de la première dimension de l'autogestion) : les buts, droits de base non ambigus peuvent faire consensus. Et c'est l'analyse des mécanismes produisant un écart constaté entre la réalité (deuxième dimension) et ces buts qui permet de redresser la barre... Personne ne doit arriver en « donneur de leçons », ou professeur rouge, imposant un « modèle » élaboré en chambre, et ignorant la richesse des innovations de lutte, la diversité des aspirations, la réalité des défiances héritées du passé, ou des dilemmes et contraintes rencontrées, méprisant et ignorant envers ces expériences...

Sur la base de critères explicités, on peut tirer de l'expérience et des débats notamment entre courants marxistes et anarchistes quelques grandes « indications » sur différentes variantes de « système autogestionnaire¹ » et ce que pourraient être les conditions de viabilité d'un système autogestionnaire. Je me contenterai ici d'indiquer quelques grandes pistes (à discuter, donc) à partir de mes études de l'expérience yougoslave² :

1°) Le statut, les droits d'autogestion se concrétisent évidemment sur le lieu de travail quelle que soit la nature de ce travail (formation ou production industrielle, agricole, de services...) ; mais ils ne devraient pas être limités à ce cadre : le droit de décider des priorités, des critères de distribution, des moyens alloués à l'autogestion, doivent être débattus et appliqués indépendamment du poste de travail concret occupé et sous

le double angle travailleurs/usagers... Pourquoi les travailleurs/ses des hôpitaux devraient-ils être seuls à décider des financements, de la gestion et des priorités de la santé ? Pourquoi ceux qui travaillent dans une mine perdraient-ils leurs droits avec la fermeture nécessaire d'un site pour des raisons écologiques ? Cette conception dépasse donc la vision anarcho-syndicaliste de l'autogestion (entreprise par entreprise).

2°) Pour se réaliser et trouver son efficacité propre, cohérente avec les droits reconnus, le système autogestionnaire doit évidemment remettre en cause un système de planification centraliste et bureaucratique ; mais il faut aussi dépasser l'horizon borné de l'entreprise et du marché mettant en concurrence les travailleurs entre eux, et ne permettant pas de déployer les droits autogestionnaires au plan « politique » horizontal, indépendamment du poste de travail.

Des formes de « planification autogestionnaire » (et des chambres de l'autogestion pour contrôler son application) peuvent se combiner avec toutes sortes de « communautés d'intérêts autogestionnaires » à divers niveaux territoriaux, associant travailleurs et usagers, hommes et femmes, dans l'entreprise, au plan local, de branches, au niveau régional, national, continental, voire international. Les formes de propriété peuvent être diversifiées (individuelle, coopérative, grandes entreprises sociales autogérées, voire privées sous condition de respect des droits autogestionnaires et des choix planifiés). Le niveau et mode de contrôle et de financement adéquat doit être jugé concrètement en fonction du besoin à satisfaire : la coordination des politiques de transport ferroviaire serait manifestement efficace au plan continental ; la politique de santé peut combiner des dispensaires décentralisés et des financements solidaires nationaux et internationaux... Les enjeux de pollution imposent des

prises de décision à tous les niveaux du local au planétaire, etc.

3°) L'objectif de lutte contre les processus de bureaucratisation et de reproduction d'inégalités (de genre, sociale, culturel, d'origine, etc.) doit être explicite, associé aux bilans sur le système et concrétisé par des mesures (institutions) de surveillance, des droits d'auto-organisation, des moyens (médiatiques, financiers, de formation sur toute la durée de vie), une organisation volontaire du partage des tâches ingrates, une rotation des responsabilités, etc. La diminution radicale et le partage du temps de travail, ainsi que la formation incluant l'apprentissage de la gestion, sont essentiels dans cette lutte.

4°) La lutte contre le bureaucratisme et l'étatisme autant que la critique et la remise en cause des institutions du capitalisme ne signifient pas qu'on peut se passer d'institutions. Les différentes formes de démocratie directe et représentative ont besoin d'institutions (Chambres élues, services administratifs, économiques, organisations politiques, associatives...). L'expérience et le débat doivent indiquer celles qui doivent être supprimées, « inventées » ou transformées, jugées par les autogestionnaires, soumises à un contrôle social et pluraliste et à l'analyse critique en fonction des critères et buts recherchés, selon leurs effets par rapports aux objectifs, avec des ajustements périodiques.

L'AUTOGESTION, CONTRADICTOIRE AVEC LE CAPITALISME MAIS UN APPUI POUR DES LUTTES CONTRE LUI

Dans les droits et le statut de l'être humain qu'elle suppose, l'autogestion exige pour se réaliser, la remise en cause radicale des droits de propriété privée du capital et du statut de salarié corvéable et licencié à merci – donc le renversement du capitalisme. Bien des expériences coopératives (entreprises ou banques, ou encore commerce équitable et diverses expériences d'économie solidaire) soit ont été étouffées (cf. l'expérience des Lip en France en 1973-1976 – voir à tout prix le film !), soit ont perdu leur « âme » initialement « autogestionnaire » dans un environnement capitaliste redoutable, même s'il en reste éventuellement quelques vestiges.

Pourtant, en même temps, des aspirations à un « produire et vivre autrement » naissent au sein du système et contre ses règles dominantes³. C'est en phase de privatisations qu'on perçoit le plus à quel point les services publics, la sécurité sociale sont de bien fragiles acquis de

luttés passés. En période de crise du système capitaliste, assortie de fermetures d'entreprise, de licenciements et de précarisation sociale massifs, des formes de résistance « autogestionnaires » peuvent émerger comme en Argentine en 2000 où des centaines d'entreprises abandonnées par leurs propriétaires ont été récupérées par leurs travailleurs, sous des formes diverses : les travailleurs de l'entreprise Zanon devenu FaSinPa (usine sans patron) sous une forme coopérative, ont gagné récemment un procès permettant la reconnaissance de l'expropriation de l'ancien patron défaillant ; mais refusant la logique de marché, ils exigent de l'État qu'il reprenne l'entreprise... tout en voulant garder les droits de gestion (forme d'« étatisation sous contrôle ouvrier »). Ce sont des situations conflictuelles, transitoires où deux logiques de droits se confrontent : ceux que protège encore le capitalisme – en crise... et ceux (d'autogestion) que revendiquent les travailleurs mais qu'ils ne peuvent pleinement réaliser sans un changement de système.

La résistance des Zanon peut faire tache d'huile... ou disparaître. On ne peut changer de système sans commencer par lutter dans/contre lui... sans attendre que d'autres soient prêts à lutter, mais en espérant les encourager... Il s'agit à la fois de délégitimer les critères et droits dominants, conquérir au plan idéologique une « hégémonie » qui fait partie d'un rapport de force se consolidant dans l'auto-organisation et le développement d'un « tissu de solidarités » ; mais il s'agit aussi d'une préparation indispensable à la réalisation d'un autre système, contre sa dégénérescence bureaucratique.

Rêvons un peu : sur la base d'une dialectique de luttes et de résultats électoraux exprimant les résistances au capitalisme, on pourrait imaginer, dans une région, la mise en place de formes autogestionnaires de planification de fonds publics, de gestion solidaire d'entreprises, d'AMAP, de services d'utilité collective ; avec des campagnes des usagerEs et travailleurEs/ses pour déplacer leur argent vers un fond coopératif alloué à ces projets, avec la participation des usagerEs et travailleurEs/ses aux débats et choix de budget... avec une radio libre et des vidéos popularisant ces expériences et des solidarités nationale et internationale autour de ces avancées... Qui sait ?

Les difficultés et limites des expériences autogestionnaires dans le cadre du système doivent être clairement discutées,

publiquement, de façon pluraliste, à chaque étape... Mais l'objectif politique d'accumuler et d'étendre toutes les formes de contrôle public, social sur la production et la gestion des biens et services prépare une autre société, autogestionnaire. Celle-ci ne pourra émerger et survivre « dans une seule entreprise », commune, région, et sans remise en cause globale du système qui l'étouffe. Mais l'attente du Grand soir est une impasse, il faut miser sur la popularisation et l'extension internationale de ces luttes et des solidarités : les expériences pratiques d'un « produire et vivre autrement », y compris leur mémoire et l'analyse de leurs échecs, rendent crédibles d'autres choix et critères possibles... □

* Catherine Samary est économiste, spécialiste des Balkans et de l'Europe de l'Est, membre du NPA et de la direction de la IV^e Internationale.

1) Le livre de Thomas Coutrot, « Démocratie contre capitalisme » (*La Dispute* 2005) permet de relier les aspirations autogestionnaires avec quelques grandes luttes et exigences altermondialiste et de recenser de grands débats sur l'autogestion.

2) On peut trouver en ligne sur mon site <http://csamary.free.fr> les articles portant sur l'expérience et la crise yougoslave, et sur les débats concernant le socialisme et l'autogestion, ainsi que le lien vers l'Institut d'Amsterdam (IIRE) qui a publié deux études « Plan, marché et démocratie – l'expérience des pays dits socialistes » et « la Fragmentation de la Yougoslavie ». Divers textes sont aussi mis en ligne sur ESSF.

3) Lire « produire de la richesse autrement », édité par le CETIM (Centre Europe Tiers-Monde de Suisse), dégageant quelques pistes de sélection d'expériences de résistance collective et solidaire – cf. ma recension dans la revue Contretemps <http://contretemps.eu/lectures/produire-richesse-autrement>.



Marseille le samedi 9 juin 2012, Philippe Poutou rencontre les Fralib qui occupent leur usine pour empêcher la délocalisation et sauver leurs emplois. © Photothèque Rouge / Estival

CitoyenEs, salariéEs, quand la subordination se fait « légitimement » plus forte

PAR DANIELLE LINHART*

Le confinement lié à la pandémie du coronavirus a été un véritable séisme. Il a placé, de façon particulièrement évidente, les citoyens dans une position de subordination à un pouvoir dont les décisions ne paraissaient pas correspondre à des impératifs et finalités sanitaires partagées.

Ainsi les FrançaiSEs, confinéEs, ont été obligéEs de produire une attestation téléchargée, signée, témoignant de la conformité de leur comportement et renouvelée pour chaque sortie, ils/elles se sont entendu dire que le port du masque contre la contamination ne leur servirait à rien et d'ailleurs ne pouvaient pas s'en procurer, par contre, une fois disponibles ces masques devenaient obligatoires dans les magasins, les espaces confinés et les transports. Les citoyenNEs ont été maintenuEs dans un état d'anxiété permanent, via les décomptes macabres égrenés tous les soirs par le directeur général de la santé publique Jérôme Salomon qui parlait d'une épidémie meurtrière que l'on ne savait pas maîtriser.

LA SUBORDINATION CIVIQUE À L'ŒUVRE

En d'autres termes, les FrançaiSEs, ont été soumiSEs aux décisions d'experts qui se contredisaient non seulement entre eux mais également eux-mêmes et qui n'en édictaient pas moins des contraintes qui avaient un impact immense sur la vie quotidienne, sur les droits, les libertés d'aller et venir de tout un chacun. Temps contraint, assignation dans un espace restreint, procédures à suivre, surveillance, répression, chaque citoyen pouvait ressentir un sentiment de dépendance, sans être convaincu de la pertinence, de l'efficacité des mesures prises (fermeture des parcs et jardins, limitation du droit de circuler à un rayon de un kilomètre, détention d'un document officiel à télécharger

chaque jour, ou à recopier). Les droits du citoyen s'enlisaient dans les sables mouvants d'une logique imposée sans discussion, et se figeaient face à des forces de l'ordre aux ordres de cette logique.

Cette expérience de perte de droits en tant que citoyen, ce sentiment d'anxiété, de vulnérabilité, de dépendance, d'absence de possibilité de peser sur les décisions le concernant, c'est un peu ce que le mouvement des Gilets Jaunes avait cherché à transmettre dans l'espace public depuis novembre 2019. Leur sentiment d'injustice lié à la non-prise en compte des besoins diversifiés des citoyens les conduisait alors à des actions (occupation des ronds-points, manifestations ponctuelles non autorisées, etc.) caractérisées par l'ampleur de leur détermination et de leur conviction d'une défaillance démocratique (comme la confirme le très faible taux de participation aux élections municipales de juin dernier). Elles ont été relayées par la mobilisation contre la Réforme des retraites imposée par le gouvernement. Cette mobilisation massive et, elle aussi déterminée, a révélé (outre les aspects financiers de la réforme) une problématique du travail bien inquiétante. Les salariéEs et fonctionnaires ne veulent en aucune façon retarder l'âge de leur départ en retraite. Ils ne veulent pas travailler un jour de plus tant leur travail leur est insupportable, leur pèse. Or on connaît l'importance particulière en France que prend le travail, comparativement à d'autres pays. Comme le montrent les enquêtes

(Méda, Davoine, 2009) les FrançaiSEs sont ceux et celles qui déclarent le plus leur attachement au travail. Philippe D'Iribarne (1989) a montré également que les FrançaiSEs mettent leur honneur dans le travail là où nombre d'autres peuples s'attachent plutôt à la dimension contractuelle de ce travail.

Il est tentant de faire le rapprochement entre l'activation d'un sentiment d'impuissance citoyenne révélée par les Gilets Jaunes et prolongée par les modalités de gestion de la crise sanitaire et celui largement exprimé lors des manifestations des travailleurs contre la réforme des retraites.

UNE SUBORDINATION PLUS PERSONNALISÉE AU TRAVAIL

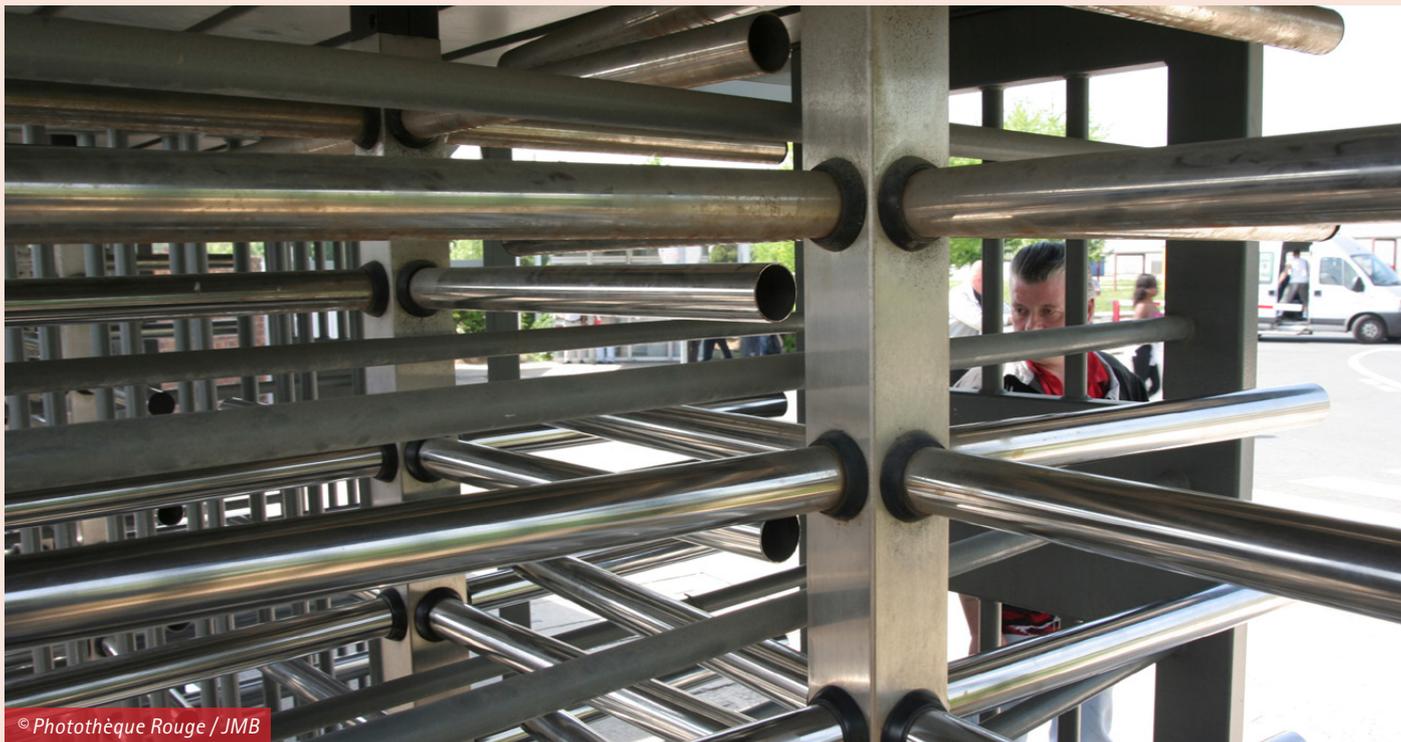
Le travail, tel qu'il est organisé au sein des entreprises et institutions publiques, ne fait pas, contrairement à ce que prétend la rhétorique managériale, de place aux compétences, à la professionnalité des salariéEs ou fonctionnaires. Le modèle managérial moderne, dans la continuité du taylorisme, écrase la professionnalité des salariéEs, bride leurs initiatives, les enferme dans une impuissance généralisée par l'obligation d'appliquer des procédures, protocoles, méthodologies, « bonnes pratiques » décidées par leur direction indépendamment des spécificités de leur travail. Ce management piège les salariéEs par la peur d'un contrôle omniprésent et d'évaluations qui mettent en cause leur personne. Il limite de plus en plus la mise en œuvre du « travail réel », celui qui est adapté aux contraintes

locales et fluctuantes du travail. Il compromet ainsi la capacité de l'entreprise à innover et trouver des solutions pour assurer sa pérennité. Le développement du numérique, le recours à l'intelligence artificielle facilitent et renforcent cette orientation. Le nouveau modèle qui s'impose après la remise en cause violente et massive de 1968, innove mais dans la continuité avec l'ancien modèle taylorien.

C'est Taylor (1911), en effet, qui, à la

managériale censée rompre avec le taylorisme. Alain Supiot (2015, p. 352) rappelle la « *place nodale du critère de subordination juridique dans la qualification du contrat de travail. Le travail est ramené dans l'économie du contrat à un temps quantifié durant lequel le salarié abdique toute volonté propre pour se tenir prêt à obéir aux ordres qui lui seront donnés par l'employeur ou par le supérieur hiérarchique qui le représente* ». La loi consacre cette définition du temps de

Celles-ci et ceux-ci ne sont pas réduits à l'état d'exécutants sans aucune initiative comme ont pu l'être les ouvriers du temps de Taylor, mais se trouvent ravalés au rang d'apprentis permanents, d'apprentis à vie. Ils et elles ont à apprendre à appliquer et mettre en œuvre des modalités de travail pensées en dehors d'eux et elles quand bien même elles entreraient en conflit avec leurs valeurs professionnelles, de métier, éthique et citoyenne, et ce dans un



© Photothèque Rouge / JMB

fin du 19^e siècle, avait compris que le savoir, c'est du pouvoir et qu'il ne fallait pas le laisser aux ouvriers. Le modèle qu'il conçoit vise à déposséder les ouvriers de leurs savoirs, de leur expérience pour les transférer aux employeurs. Ceux-ci, avec leurs ingénieurs, vont se les approprier pour mettre en place une organisation du travail prescrite en tâches élémentaires répétitives assorties de modes opératoires très détaillés. À partir de ce moment, les ouvriers seront tenus de se conformer strictement à ce qui sera prescrit par ceux qui prétendent détenir les savoirs et tout manquement sera sanctionné. La contrainte et le contrôle sont désormais intégrés dans l'organisation du travail à laquelle les ouvriers sont soumis.

La subordination des travailleurs devient possible. Elle sera au cœur de la relation salariale et n'en bougera pas en dépit de la prétendue révolution

travail : « *La durée du travail effectif est le temps par lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et se conforme à ses directives sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles.* » (Code du travail L. 312-1).

La subordination implique le devoir d'obéissance (dans le secteur privé comme public), c'est-à-dire accepter de travailler selon les modalités inventées par d'autres pour le compte de la direction qui impose les critères d'efficacité, qualité et rentabilité. Les autres, ce sont les experts qui appartiennent le plus souvent à de grands cabinets internationaux de consultants et élaborent, à distance du terrain (Dujarier, 2016) les procédures, protocoles, méthodologies, « bonnes pratiques ».

Le management participe ainsi d'une casse des savoirs, des compétences, de l'expérience des salariés.

contexte de changement permanent lié à la concurrence ultra libérale ainsi qu'à la volonté managériale de faire en sorte que les salariés ne se sentent pas entre eux et chez eux dans leur travail. Restructurations sans fin de services et départements, recompositions incessantes de métiers, changements accélérés de logiciels, mobilités systématiques imposées, externalisation d'activités suivies de ré-internalisations, déménagements multipliés, tout cela conduit les salariés à une perte de repères ; ils et elles ne peuvent bénéficier de leur expérience, ni de celle leurs collègues ou de leur hiérarchie (qui bouge tout le temps). Les salariés doivent sans cesse développer des efforts démesurés pour essayer de reconquérir





une maîtrise cognitive sur leur activité, tout en sachant que très vite, tout cela volera en éclats sous les coups d'une énième réforme, d'un énième changement. Cela évoque les travaux de Sisyphe. Les salariéEs sont plongéEs dans une sorte d'état de précarité subjective qui fait apparaître la subordination comme un état naturel, normal, non questionnable et qui devient de plus en plus personnalisé comparativement à la période antérieure où existaient des collectifs combatifs. (Linhart, 2015)

Le *burn out*, qui affecte de plus en plus de salariéEs, découle de cette logique, qui exige de chaque salariéE des efforts démesurés et continus pour se maintenir au niveau et continuer à atteindre les objectifs, tout en étant placéE en concurrence avec ses collègues. Un processus de précarisation subjective se diffuse ainsi renforçant la précarité objective bien présente déjà avec la multiplicité des contrats temporaires, et le développement de formes de sous-traitance à des auto-entrepreneurs/ses via des plateformes numériques. On assiste à un paradoxe dérangent : au moment où le management en demande de plus en plus aux salariéEs (excellence, engagement total et performance maximale), face à un travail de plus en plus complexe, il les plonge dans un état de fébrilité, un sentiment d'appréhension et d'anxiété qui rend leur activité bien plus difficile et préoccupante.

LE TRIOMPHE DE L'IDÉOLOGIE DE LA SUBORDINATION

Sentiment d'impuissance, de dépendance, anxiété et atomisation, se télescopent chez les citoyenNEs et les travailleurs/ses. La gestion de la crise liée à la pandémie accentue et approfondit le sentiment de vulnérabilité des salariéEs. Le discours politique met en avant les efforts et la bienveillance du gouvernement qui a institué le chômage partiel rémunéré pour ceux qui ne pouvaient bénéficier du télétravail (largement diffusé via l'Éducation nationale notamment) – discours qui rappelle par bien des côtés celui du management qui s'honore de ses DRH de la bienveillance et du bonheur, de ses *chief happiness officers*, et de tous les dispositifs destinés à faciliter la

vie des salariéEs dans l'entreprise. Moyennant quoi, il est normal d'attendre des salariéEs un retour sous forme de concessions par rapport aux si nombreux acquis qu'ils ont indûment engrangés depuis des années et qui sont bien plus favorables que dans nombre d'autres pays. Cela n'est pas nouveau. Depuis 1984, l'émission sur Antenne 2 « Vive la crise » avec Yves Montand, relayée par le journal *Libération* avait enjoint les FrançaiSEs à se retrousser les manches et à faire plus au travail. Cela fut plus tard un slogan de la campagne pour les élections présidentielles de Nicolas Sarkozy (il faut « réhabiliter la valeur travail ») et n'a cessé d'accompagner les discours sur le rapport au travail des Français, au sein du « Grévistan ». L'heure est plus que jamais favorable du point de vue des décideurs économiques et politiques pour arracher le consentement des travailleurs/ses et obtenir d'eux et elles qu'ils et elles s'alignent de leur plein gré sur les exigences de la rationalité économique ultralibérale. Il s'agit de surmonter une crise « unique », qui a démontré l'extrême volonté des dirigeants à sauvegarder le plus possible les revenus et les emplois des salariéEs. Le Président Macron a parlé de guerre, et de fait il s'agit que les travailleurs montent au front et donnent de leur personne : les dates d'un certain nombre des congés seront imposées, des augmentations de la durée du travail seront rendus possibles, bref il ne faudra pas lésiner sur l'engagement dans le travail.

Le patronat est en quête permanente d'innovations qui permettent de demander « légitimement » plus aux salariés, en propulsant l'humanisation de la gestion des salariéEs, la psychologisation, narcissisation de la relation au travail. Certaines directions ont introduit les groupes projet, les méthodes agiles, horizontales de travail, l'esprit *start up*. D'autres sont allées plus loin encore en déclarant unilatéralement libérer « leur » entreprise, c'est-à-dire en supprimant une grande partie de la hiérarchie intermédiaire et de proximité et certaines directions opérationnelles, ce qui leur permettait de déclarer haut et fort toute la confiance qu'ils portent à leurs salariéEs de base tout en faisant des économies non négligeables en salaires. Mais évidemment la condition réside dans l'intériorisation par les salariéEs de la vision de

leur leader qu'ils devaient déployer et mettre en œuvre en bons *followers*. Toutes ces innovations soi-disant humanistes et démocratiques visent en réalité à augmenter la charge de travail des salariéEs et l'importance de leur engagement sans pour autant nécessairement revaloriser leurs salaires.

La crise sanitaire donne des ailes au patronat pour demander plus. Il avait bénéficié des lois sur le travail (El Khoméri et Pénicaud), il veut aussi des baisses de salaires, des variations et allongements d'horaires, et une loyauté totale de ses salariéEs. Le télétravail a fait ses preuves. Bien encadrés par des objectifs, procédures et contrôles détaillés, assistés par des réunions *zoom*, *skype*, *teams* ou autres, les salariéEs confinés à leur domicile restent performants et conformes à ce que le management attend d'eux. Il n'est plus besoin de les aligner au sein d'*open spaces*, et les maintenir isolés à leur domicile face à leur ordinateur présente bien des avantages économiques (en termes immobiliers) et sociaux (l'atomisation désamorçant toute forme de contestation collective qu'elle soit syndicale ou autre.

À l'heure où les impératifs se font plus pressants en termes de diminution des inégalités, de prise en compte du bien-être physique et mental des travailleurs/ses, de satisfaction des réels besoins des usagerEs et consommateurs/trices, et des impératifs environnementaux comme sanitaires, cette emprise idéologique managériale et politique qui progresse « naturellement » et qui impose des régressions spectaculaires, dont la subordination est une pièce maîtresse, affiche plus que jamais sa dimension délétère. □

*Danièle Linhart est sociologue du travail.

Bibliographie

- Davoine, L. ; Méda, D. 2009. « Quelle place le travail occupe-t-il dans la vie des Français par rapport aux Européens ? », *Info Sociales*, n°3, pp 48-55.
- Dujarier, M. A. 2015. Le management désincarné ; enquête sur les nouveaux cadres du travail, Paris, La Découverte.
- Iribarne (d'), Philippe, 1989. La logique de l'honneur, Le Seuil.
- Linhart, D., 2015, La comédie humaine du travail, Erès, 2015.
- Supiot, A. 2015. La gouvernance par les nombres. Cours au Collège de France 2012-2014, Paris, Fayard.
- Taylor, Frederick Winslow, 1911. La direction scientifique des entreprises, Paris, Dunod, 1956.

Pour une école de l'émancipation collective

PAR RAPHAËL GREGGAN

Réfléchir à l'école que nous voulons demande de comprendre en profondeur sa place dans les pays capitalistes. À la fois sa place historique et les développements récents. Cependant, cette analyse ne suffit pas à dessiner, en creux, l'école à laquelle nous aspirons. Nous devons également expliciter ce que les militantEs anticapitalistes mettent en place dans et pour l'école.

La mise en place du capitalisme industriel exige d'une part une acceptation du nouvel ordre social (être un ouvrier docile, défendre sa patrie) et d'autre part une augmentation des connaissances du prolétariat, *a minima* sa capacité à lire, écrire et compter. Avec la mise en place de l'obligation scolaire en 1832 par Guizot, le taux d'alphabétisation en France va augmenter pour atteindre 99 % en 1870. Dans le même temps, l'école devient un terrain de luttes entre les différentes couches de la bourgeoisie, l'État et le prolétariat. Jules Ferry est clair sur ce point, lorsqu'il défend l'école publique, gratuite et obligatoire en 1879 :

« Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. [...] Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à [la Commune de Paris]. »

La massification de l'école à partir des années 1960 correspond au nouvel essor du capitalisme en France, qui a largement besoin de main d'œuvre spécialisée. L'école est alors le premier vecteur qui permet d'y arriver. Dans le même temps, les contradictions internes de l'école, entre l'apprentissage de la docilité et l'émancipation n'ont fait que se creuser.

L'ÉCOLE N'EST PAS UN SANCTUAIRE

Depuis près de trente ans, les capitalistes et leurs institutions cherchent à faire entrer l'école de Jules Ferry dans

leur moule pour le 21^e siècle¹. Il s'agit pour eux d'en finir avec le compromis historique de la Seconde Guerre mondiale, les acquis sociaux, dont l'école fait partie. On peut le résumer ainsi : rendez les armes, renoncez à la révolution immédiate pour la reconstruction de la France et on vous promet un ascenseur social, par l'École, pour vos enfants. Cinquante ans d'études sociologiques ont montré que celui-ci n'a été que marginal, même s'il est certain que le niveau moyen de connaissances a largement progressé. Il a même trop progressé, au vu des besoins actuels du capitalisme, à savoir d'une part une main-d'œuvre hyper spécialisée et un volant important d'employéEs sans formation, corvéables et remplaçables (type UBER).

Du point de vue idéologique, l'écroulement de l'URSS a entraîné d'une part l'abandon de l'idée d'une possible justice sociale pour de larges pans du prolétariat et d'autre part une série d'attaques des capitalistes et des gouvernements pour remodeler la classe ouvrière. Ces deux forces ont débouché sur une perte de boussole, notamment des organisations syndicales et associatives, quand ce ne sont pas les partis de gauche au pouvoir, qui ont directement œuvré pour le détricotage de l'école.

En outre, la forme scolaire transpire partout dans la société. Le moindre achat, la moindre réservation, débouche sur une évaluation (en étoiles ou en smileys). Chacun de nous note « les copies » des entreprises – et les mauvais vendeurs-élèves, en bout de chaîne de production, sont sanctionnés pour leurs mauvais résultats

(absence de primes, retenues sur salaires, etc.). Les « experts » sont omniprésents dans les médias, comme autant de professeurs et ils viennent déverser leur savoir (ou du moins, ce qu'ils ont « bien compris ») à qui veut les écouter. Plus que jamais, l'école est indissociable de la société actuelle. Ce qui limite fortement toute possibilité de discussion, de réflexion ou de remise en cause du fonctionnement scolaire actuel.

DÉTRUIRE L'ÉCOLE, DÉSCOLARISER LA SOCIÉTÉ

Le débat sur la place de l'école au sein du mouvement ouvrier n'est pas nouveau². Il résulte de la contradiction interne de son obligation pour touTEs. L'école est un lieu de modelage d'unE citoyenNE docile pour l'État (qui agit en respectant « les valeurs de la République », qui aime son pays et connaît *la Marseillaise*) et pour le patronat (les connaissances acquises permettent son insertion professionnelle, « des études pour un emploi ») et, en même temps, un lieu d'émancipation et d'apprentissage de la vie en société.

Au-delà, si, à l'image des socialistes allemands du début du 20^e siècle, on pense l'État au-dessus de la lutte des classes, alors la transformation de l'école permettra, à terme, de transformer la société, en augmentant, progressivement, le niveau de conscience de la jeunesse.

Dans ce cadre, le ministre de l'Éducation nationale devient un arbitre, avec





lequel il faut négocier en permanence pour des améliorations substantielles. La lutte, et en particulier la grève, est un moyen ultime pour imposer le point de vue de la profession. C'est ce qui explique l'accord large, sans coup férir – dans la FSU ou au PS, mais pas uniquement – pour la mastérisation (passage des concours à bac +5 au lieu de bac +3) ou pour la réévaluation des grilles salariales en échange d'une casse du statut d'enseignant (le PPCR) dans l'espoir que le ministre allait augmenter les salaires.

Enfin, l'école n'était pas « mieux avant ». Sa capacité pendant les Trente glorieuse à élever le niveau de qualification des classes populaires correspondait au projet de société des Trente glorieuses, accompagné d'amélioration des conditions de vie du prolétariat (en termes de revenus, de niveau de vie, de connaissances, etc.) que le projet actuel. Mais elle n'a jamais mis fin à l'exploitation par elle-même, au contraire. Sans l'invention du récit national³ (des Gaulois à la République) dans les écoles de la fin du 19^e siècle, rien ne dit qu'autant de Français et de colonisés seraient allés mourir pour la Patrie. La *crise de l'école*, énoncée par Chevènement à la fin des années quatre-vingt, permet l'acceptation générale des violences policières dans les banlieues.

Cependant, se contenter de « défendre l'existant » au prétexte que toutes les luttes sont bonnes à prendre, amène à des contresens, y compris parmi les révolutionnaires. Récemment *Révolution permanente* s'est rangée aux arguments de membres de jurys de concours d'enseignement dénonçant les injustices des concours 2020 (par rapport à 2019) car ceux-ci ont été amputé de leurs épreuves orales par le confinement⁴.

Nous luttons contre les régressions et pour une amélioration urgente des moyens matériels d'éducation (diminution du nombre d'élèves par classe ; recrutement massif de personnels fonctionnaires ; augmentation des salaires ; établissements à taille humaine ; retour aux diplômes nationaux, etc.), liés à une amélioration des conditions de vie du prolétariat (accès au soin pour touTEs ; liberté d'installation et de circulation ; désarmement de la police ; construction de

logements vastes et décents ; développement des transports en commun, etc.).

Ce n'est pas pour autant que nous pouvons nous contenter d'aligner les luttes partielles et défensives, sans essayer de les inscrire dans un cadre global anticapitaliste. Nous sommes contre la division de l'école en filières et en voies, qui entérine la reproduction des classes sociales. Nous défendons une éducation pluridisciplinaire et polytechnique, de la maternelle à l'université, ainsi qu'une formation culturelle et sportive. Nous défendons une éducation sans concurrence. Pour que les jeunes puissent vraiment choisir une formation professionnelle qui leur correspond, il faut d'abord qu'ils aient le même accès à une culture commune. Cela implique de repenser démocratiquement enseignements et des programmes.

En dernière analyse, l'école fait partie de la superstructure (institutions, lois, philosophie de la pensée, morale...) au sens marxiste du terme. Historiquement, sa forme (à qui elle enseigne, ce qu'elle enseigne) est déterminée par l'infrastructure (les conditions de production, les forces productives et les rapports de production), c'est-à-dire les intérêts des capitalistes et de l'État. Et, dans le même temps, elle contribue à maintenir l'ordre social global (rapport de production, idéologie). Nous sommes pour la destruction de l'école, au même titre que l'État, corps séparé de la société, dans le cadre de la transformation révolutionnaire de la société.

L'école que nous reconstruirons n'aura sans doute pas beaucoup de points communs avec l'actuelle : elle s'émancipera des murs des classes et des écoles pour se plonger dans la société, se lier à l'immense diversité des métiers et connaissances, aux parents et à toute la population, elle mélangera les enfants de divers âges en profitant de leur capacité à échanger, à progresser dans la maîtrise des connaissances et de concepts en apprenant à d'autres.

LA PÉDAGOGIE N'ATTENDRA PAS LE GRAND SOIR

Notre vision de l'école est intimement liée à la société que nous voulons construire. Nous défendons une école qui sera « *supérieurement organisée*.

*Ce qui aura disparu c'est cette discipline extérieure et formelle sans laquelle l'école actuelle ne serait que chaos et néant*⁵». Nos pratiques professionnelles tendent à être cohérente avec notre vision du monde et cela sans attendre.

C'est ce qui nous différencie de la pédagogie Montessori, où l'efficacité des outils prévaut sur la finalité de l'école. Ce qui rend cette pédagogie compatible avec n'importe quel système politique. À l'inverse, c'est notre aspiration à la transformation de la société qui dicte nos outils et méthodes. Nous sommes pour une pédagogie qui permet à chacun d'avancer dans son propre parcours, mêlant ses aspirations, ses expériences diverses du monde, avec la transmission des connaissances, des savoir-faire et de la culture générale. Pour ce faire, chaque jeune doit prendre plaisir à apprendre. L'enseignantE doit aider à dégager les motivations profondes, proposer des perspectives et susciter l'initiative et la responsabilité.

Nous défendons une éducation et une société sans note et sans classement. Ce ne sont que des éléments de la reproduction sociale, caché sous le vernis de la méritocratie. Nous affirmons que tous les jeunes sont capables. Notre pédagogie doit prendre le temps nécessaire pour l'épanouissement de touTEs. Ce n'est pas une éducation qui nierait la difficulté. Face à cette dernière, nous sommes pour la coopération et l'empathie. Non seulement parce qu'elles aident aux apprentissages qui ne peuvent avoir lieu que dans un cadre rassurant, mais parce que ce sont des valeurs qui sont au centre de la société que nous voulons construire.

En dernière instance, notre École se dotera de nombreuses règles d'expression, de décision, sans a priori sur les places des uns ou des autres. Mais celles-ci sont discutées, décidées et acceptées collectivement, à l'image de la société à laquelle nous aspirons. C'est une école de l'émancipation collective. □

1) Lire Le Projet Blanquer pour sortir l'école de la crise, revue du NPA, juin 2020.

2) K. Marx lui-même discute de l'École dans la Critique du Programme de Gotha, 1875.

3) Voir Laurence De Cock, Sur l'enseignement de l'histoire. Débats, programmes et pratiques de la fin du XIX^e siècle à nos jours, Paris, Libertalia, 2018

4) Il aurait été plus juste, par exemple, de défendre la validation du concours pour touTEs les personnes qui ont passé les épreuves écrites, entraînant une augmentation nécessaire du nombre d'enseignants.

5) Célestin Freinet.

« Oh non, Monsieur, on continue comme ça »

PAR JULIEN BESAC

Le retour en classe à l'issue du confinement ne s'est pas fait sans difficultés au sein des établissements, loin s'en faut. Les différentes versions du protocole sanitaire qui se sont succédées et les injonctions du Ministère qui se délestait des contraintes organisationnelles sur le niveau local ont créé une multitude de situations.

Parmi celles-ci, et malgré des contraintes sanitaires fortes dont le port du masque pour les collégiens, certaines méritent qu'on s'y arrête... car parfois, ce qui était demandé depuis des années par les acteurs de terrain, ce qui était hier impensable, déraisonnable, utopique a été réalisé.

DES GROUPES DE 10 À 15 ÉLÈVES

La période où seuls les volontaires étaient accueillis a permis de vivre, à grande échelle, une organisation scolaire avec des groupes d'élèves de 10 à 15. Chaque enfant pouvait avoir l'attention de l'adulte... et les enseignants pouvaient vérifier la bonne compréhension de chacun de ces élèves ! Exceptionnel au sein de l'éducation nationale.

UNE AUTRE ORGANISATION DU TEMPS ET DE L'ESPACE

Dans nombre de collèges, les emplois du temps ont été revus, avec des cours d'une heure et demie entrecoupés de pauses de 30 minutes ou de la pause repas. Quatre fois une heure et demie par jour, soit 6 heures par jour, avec de vrais temps de pause... Fini les enchaînements de sept cours différents dans la journée, avec les changements de salle systématique, avec sept fois ses affaires à sortir par jour et sept fois ses affaires à ranger... et rapidement s'il vous plaît, on n'a pas que ça à faire ! Chaque classe avait sa salle. Chaque élève avait son espace, qu'il a pu commencer à organiser.

DES STRUCTURES À TAILLE HUMAINE

Le nombre d'élèves accueillis étant limité et, pour une fois, on a pu vivre au sein de structures à taille humaine, sans être entassés, bousculés. Et malgré les distances à respecter, s'en était provisoirement fini des files d'attente,

des bousculades dans les escaliers. On a aussi constaté une baisse très nette du niveau sonore, notamment dans les couloirs, les récréations, la cantine...

DES ADULTES DISPONIBLES

La pression sur les adultes était forte sur la période avec des contraintes sanitaires fortes, après des semaines de confinement éprouvantes. Et pourtant, les conditions de classe ont fait que les temps d'enseignement se sont révélés efficaces. Petit groupe, calme, rythme apaisé... On a redécouvert que pour apprendre mieux, il ne faut pas forcément apprendre plus, mais apprendre dans de bonnes conditions. Nous avons souvent été surpris de finir sans difficulté ce que nous avions

Sans doute le fait que nombre d'enseignants se soient délestés de la pression des programmes a pu jouer aussi dans la sérénité de la relation pédagogique.

« C'EST BIEN COMME ÇA FINALEMENT »

Après trois semaines de travail dans ces conditions, les retours des élèves étaient souvent très positifs. Certes, certaines contraintes étaient pesantes comme l'impossibilité d'échanger du matériel, de travailler en groupes, de pouvoir se déplacer librement et bien entendu et en premier lieu, l'obligation du port du masque. Mais malgré tout, certains aspects de cette organisation exceptionnelle ont été très bien vécus



Saint-Denis, le 6 juin 2015, manifestation des enseignants et des parents d'élèves pour une école de qualité. Ils pénètrent dans la cour de l'école de la Légion d'Honneur, école publique de prestige, aux moyens sans commune mesure avec ceux des écoles de Saint-Denis. © Photothèque Rouge / JMB.

prévu pour nos séances et avons pu faire le constat que l'efficacité de notre enseignement ne reposait pas uniquement sur des questions de motivation ou de quantité de travail, mais de conditions de travail et de vie au sein des établissements.

par les élèves. À tel point que certains ne voulaient pas que d'autres élèves reviennent en classe et voulaient profiter de cette organisation plus longtemps... ce qui doit nous interroger sur l'école que nous voulons mettre en place. □

Pas d'émancipation sur une planète morte : écosocialisme ou barbarie !

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE DU NPA

L'écologie ne nous parle pas d'une crise supplémentaire qui vient s'ajouter aux autres, sociale, politique, démocratique... Elle nous parle des conditions matérielles de toutes nos luttes.

Les phénomènes extrêmes, dus au bouleversement climatique, révèlent dramatiquement notre dépendance à l'égard de l'état de la planète. De même, la pandémie met en évidence notre extrême dépendance à l'égard de l'état de nos corps : qu'ils soient malades ou menacent de l'être, et une grande partie de l'économie s'arrête. Dans les deux cas, le productivisme inhérent au capitalisme est en cause, par les émissions de gaz à effet de serre (GES) dues à son intoxication aux énergies fossiles, par la déforestation, l'élevage industriel, la mondialisation capitaliste...

Parce que la possibilité même de construire une société émancipée dépend des moyens mis en œuvre pour conjurer les catastrophes en cours – pandémies, effondrement de la biodiversité, changement climatique, artificialisation des terres, pollution de l'air et de l'eau... –, l'écosocialisme est notre boussole politique, notre projet pour un monde nouveau.

Il s'agit d'en finir avec le capitalisme, de sortir de la logique productiviste dans tous les domaines afin de bâtir d'autres mondes où la production ne sera plus dictée par le profit d'une minorité, mais au service des besoins sociaux.

LE CHANGEMENT NE PEUT ÊTRE QUE RADICAL ET ANTICAPITALISTE

Pour limiter autant que possible les fléaux provoqués par le basculement climatique, les experts du GIEC préconisent de contenir l'augmentation de la température à 1,5°C (par rapport à l'époque préindustrielle) et de diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre (GES). Pour cela,

pas d'autres choix que de laisser 80 % des ressources fossiles sous terre, de supprimer certaines productions, de produire et de transporter moins de marchandises, de viser une sobriété heureuse.

Cette transformation radicale exige de retirer le pouvoir aux grands groupes capitalistes de la finance, de l'énergie, de l'agro-industrie, etc., de les exproprier, afin de permettre une gestion commune et démocratique. Contrairement aux restructurations capitalistes, cette transformation ne peut se faire qu'en protégeant les salariéEs, en interdisant les licenciements et en garantissant salaires, droits et statuts et avec leur participation active. Leurs connaissances et expériences ont un rôle déterminant à jouer, en dialogue avec les usagerEs, dans des outils démocratiques chargés de restructurer ou de reconstruire les différents secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des transports selon des critères sociaux et environnementaux.

La réduction et le partage du temps de travail sont l'antidote au chômage et à la précarité. Mais aussi la condition pour avoir du temps pour s'occuper de soi, des autres, pour participer aux activités du quotidien, aux délibérations et décisions démocratiques, pour ne rien faire, pour simplement goûter les plaisirs de l'existence.

PRENDRE SOIN, CONSTRUIRE LE COMMUN

Un projet écosocialiste sera centré sur le soin, soin aux personnes, soin au vivant, soin à ce que nous appelons la nature. Aujourd'hui les tâches essentielles de santé, d'accueil des enfants, des personnes âgées et/ou

dépendantes... sont dévalorisées, réalisées très majoritairement par les femmes, soit gratuitement au sein des familles, soit dans des emplois sous-payés et des conditions de travail épuisantes. Mettre le soin au centre exige la socialisation de ce travail avec des services publics organisés et contrôlés par les salariéEs et les usagerEs. Cette socialisation est indissociable du combat féministe contre la division genrée du travail et pour le partage des tâches. Prendre soin, ce n'est pas (seulement) soigner, réparer, c'est d'abord éviter de rendre nos organismes malades, de détruire le vivant, en préservant au maximum l'environnement.

Les besoins essentiels – se loger, se déplacer, se nourrir, se chauffer, se soigner, travailler, étudier, se cultiver... – doivent être pensés à l'aune de critères à la fois sociaux et environnementaux définis collectivement et démocratiquement, leur accès pour touTEs doit être garanti en étendant le domaine de la gratuité et de la protection sociale. Une société écosocialiste est une société où seront généralisés le partage, l'échange, les usages communs, si indispensables à la vie en société.

PRODUIRE MOINS, PRODUIRE MIEUX

Des productions inutiles, polluantes, dangereuses doivent disparaître. D'autres doivent diminuer ou être réorientées. En premier lieu, nous défendons la suppression du secteur de l'armement, outil de mort des colonisateurs dominateurs des peuples du Sud et gouffre sans fond de l'argent public. Une grande partie de l'industrie chimique qui empoisonne l'air, l'eau, le sol, les organismes vivants, le nucléaire, perpétuelle menace

d'accident majeur, dont les déchets toxiques débordent des installations, doivent être abandonnés.

Il est nécessaire à la fois de réduire le volume de la production et de satisfaire les besoins sociaux de la population. Mais comment faire la différence entre les besoins artificiels, superflus et les besoins réels ? La publicité est un système de manipulation mentale dont la fonction est de créer de nouveaux besoins qui n'existeraient pas sans elle. Aiguillon redoutable de la surconsommation, pourvoyeuse de frustrations, elle représente aussi un énorme gaspillage d'énergie, de compétences humaines et de travail. Ce secteur doit être supprimé.

Mais il faut aller plus loin, les objets produits ne sont pas neutres, ils sont conçus comme des marchandises qu'il faut vendre. Tout leur cycle de vie est concerné : matières premières et énergie nécessaires à leur production et utilisation, matériaux nocifs pour la santé de la population ou pour l'environnement, non-recyclables... À l'opposé de l'obsolescence programmée et du gaspillage, nous voulons des biens solides et durables, des objets qui peuvent être démontés et réparés, dont les pièces de rechange restent disponibles, conçus pour économiser l'énergie et les matières non renouvelables.

Une société écosocialiste mettrait « l'être » avant « l'avoir », l'accomplissement personnel dans des activités culturelles, ludiques, érotiques, artistiques, politiques plutôt que dans l'accumulation de biens. Mais ce n'est pas contradictoire avec un réenchantement artistique de la vie quotidienne, le comblement du fossé entre l'art et la vie, une démocratisation des beaux objets.

MOINS DE TRANSPORTS... UNE NÉCESSITÉ

Baisser les émissions de GES impose de diminuer massivement le secteur des transports qui émet près d'un tiers des GES. Villes et campagnes

ont été remodelées par l'automobile. La cherté des loyers a repoussé les classes populaires à la périphérie des villes, dans des quartiers paupérisés par la crise. Les politiques menées par tous les gouvernants y ont supprimé, comme dans les zones rurales, les services publics, augmentant ainsi les distances à parcourir. Les suppressions d'emplois ont allongé les trajets domicile-travail. Le chômage a transformé ces quartiers en no man's lands déshumanisés. Encouragés par une politique d'incitation à la propriété privée, les lotissements de maisons individuelles prolifèrent, modifiant profondément l'espace et faisant exploser les trajets quotidiens. Mais pour les habitantEs, souvent modestes, des campagnes pavillonnaires, c'est souvent l'obligation d'avoir une, voire deux voitures. Les horaires de travail décalés, frac-

les routes, autoroutes, parkings... Le secteur automobile subit de profondes restructurations, aux dépens des travailleurs/ses, il peut jouer un rôle important dans la transition écologique de l'économie. L'appareil de production avec toute sa technicité peut servir à fabriquer des trams, des trains... dont on a besoin. L'usine Renault de Choisy-le-Roi peut reprendre la fabrication d'autorails pour la SNCF, comme elle l'a fait pendant des décennies. Même chose pour le transport aérien et maritime.

Les loisirs n'échappent pas à l'explosion de la mobilité. Bouchons au moment des départs en vacances, « sauts de puces » en avions avec des billets pas chers car hyper subventionnés par les collectivités et les conditions de travail lamentables du personnel, croisières polluantes, il est grand temps de réfléchir à des loisirs sou-

Cultures intensives de cucurbitacés sous serre (ici en Espagne).
© Adalme / Wikicommons



tenables pour la planète, hors des sentiers battus du consumérisme et du tape-à-l'œil. Le mouvement des Gilets jaunes a dénoncé l'inégalité entre les personnes obligées d'utiliser la voiture et les privilégiés qui prennent l'avion utilisant un kérosène détaxé.

La relocalisation des productions au plus près des lieux de consommation

fera diminuer les flux incessants de camions, d'avions, de cargos, transportant des marchandises dont on n'a pas forcément besoin, à travers le monde, selon la logique capitaliste du moindre coût. Pour ce qui restera à transporter : priorité au fret fluvial et ferroviaire.

tionnés ont supprimé les transports collectifs assurés par les employeurs. Pour répondre aux besoins de mobilité, combiné au vélo et à la marche, le développement massif des transports en commun sur tout le territoire (bus en ville, en zones périurbaines et rurales, trains intercités, trams, RER...) est indispensable ainsi que leur gratuité pour les déplacements du quotidien.

L'utilisation de la voiture doit déperir. La voiture pour des trajets très courts est déraisonnable. Elle ne doit être utilisée que si le bus, le vélo, la marche ne sont pas possibles. Moins de voitures en circulation, c'est moins de pollution, donc un gain pour la santé. C'est aussi moins d'argent public englouti dans

DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE, UNE MEILLEURE EFFICACITÉ

Les solutions existent pour produire l'électricité nécessaire à la satisfaction des besoins réels en sortant des énergies fossiles et en arrêtant le nucléaire. Cette production doit combiner les





différentes sources d'énergies renouvelables. Le secteur doit redevenir un monopole public en dehors de toute mar-



Les élevages (ici de volailles) sont aussi concernés par l'intensification et la concentration, non sans risques écoépidémiologiques notamment liés à la promiscuité d'un grand nombre d'animaux génétiquement non diversifiés. © Larry R / Wikimedia

chandisation et logique de profit. Mais il faut avant tout baisser fortement les consommations. Un plan d'isolation thermique doit être engagé dans le secteur du logement. L'isolation des bâtiments mais aussi la construction dans les « trous » en ville ou la réhabilitation des maisons anciennes plutôt que bâtir des lotissements neufs, la réorganisation des espaces et des activités pour éviter de bétonner des zones, de rallonger les distances donc d'augmenter les transports... doivent guider les politiques d'aménagement des territoires.

UNE AUTRE AGRICULTURE EST POSSIBLE

Il est urgent d'appliquer le principe de précaution sur l'utilisation des produits dits phytosanitaires, de cesser d'utiliser les intrants chimiques (engrais, pesticides, herbicides...) et préserver la biodiversité qui est un bien meilleur rempart contre les maladies et les ravageurs est indispensable. Indispensable aussi d'interdire les OGM et d'abroger la réglementation sur les semences.

Mais il ne suffit pas de parler d'agriculture bio car bio ne veut pas dire écologique. Des hectares de serres chauffées ne peuvent en aucun cas être une solution souhaitable, pas plus que des productions ou des élevages qui reposent sur le travail d'ouvrierEs agricoles dont le statut est proche de l'esclavage, ou encore

des élevages hors-sol dont les aliments proviennent de l'autre bout du monde. Les salariéEs de l'agriculture, des industries de l'agroalimentaire et de la grande distribution subissent

aujourd'hui le coût social et sanitaire de la course au profit. Une politique agricole et agroalimentaire anticapitaliste et écosocialiste offrirait des emplois nombreux, utiles, plus riches et correctement rémunérés.

Des circuits courts, de production, transformation et distribution, avec des ateliers de fabrication, reconstituerait un tissu économique de proximité détruit par les industries agroalimentaires et la grande distribution. La reconstitution de ceintures vivrières autour des villes combattrait le bétonnage et permettrait aux urbains de renouer avec les rythmes naturels des productions végétales. Une gestion foncière, coopérative, traiterait la terre comme un bien commun associant au droit d'usage le devoir de prendre soin. Alors qu'il est urgent de changer le rapport entre les villes et les campagnes, le retour à la terre ne serait pas synonyme d'un retour au passé mais d'élaboration de formes de productions autogérées, égalitaires et créatives, une réappropriation des savoir-faire par celles et ceux qui produisent. Les terres arables sont dégradées, au point de n'être plus qu'un substrat minéral exigeant un apport massif d'intrants chimiques. Pour créer des systèmes agricoles réellement durables, il est indispensable de rendre sa vie au sol (agroécologie, agroforesterie). Il n'y a pas une agroécologie qui viendrait d'en haut,

mais des agroécologies qui varient en fonction des territoires, des cultures, des modes de vie.

Un changement de l'alimentation est aussi incontournable, en particulier une réduction de la consommation carnée pour en finir avec l'industrie de la viande, « élevage » industriel, maltraitant pour les animaux, principal responsable de la déforestation et de l'expulsion des populations indigènes de leurs territoires, destructeur de biodiversité et... favorisant les pandémies.

La transparence et la démocratie dans la gestion du foncier doivent s'imposer, à l'opposé des choix actuels qui privilégient systématiquement l'agrandissement des exploitations au détriment de l'installation et des pratiques alternatives. De même, il faut combattre les grands projets inutiles et destructeurs – autoroutes, aéroports, LGV, parcs de loisirs, centres commerciaux, barrages... – qui détruisent chaque année des terres agricoles. Grâce à l'unité très large et à la détermination des paysanNEs, des occupantEs, des riverainEs, des défenseurEs de l'environnement et de la biodiversité... il est possible de gagner comme le prouve la lutte exemplaire de Notre-Dame-des-Landes.

PLANIFICATION DÉMOCRATIQUE ET PRISE DES DÉCISIONS

L'abstention électorale de plus en plus massive a sonné le glas d'un système où les citoyenNEs ne se sentent pas représentés. La Convention citoyenne, bien qu'elle ne soit qu'une pâle contrefaçon à la sauce Macron, a laissé entrevoir que des citoyenNEs pouvaient s'emparer de questions importantes, réfléchir et proposer des réponses. À une autre échelle, avec d'autres garanties démocratiques, les grands choix devront faire l'objet de controverses éclairées par des expertises contradictoires et les décisions être prises selon un mode autogestionnaire, avec des représentantEs éluEs et révocables, devant rendre des comptes.

L'écosocialisme, c'est aussi faire le pari de l'intelligence humaine, miser sur les innombrables capacités d'homo sapiens à prévoir, organiser, imaginer, inventer son avenir. Il est grand temps que le NPA mette au cœur de ses pratiques militantes le formidable outil de référence que représente l'écosocialisme. □

Vers une société débarrassée des oppressions ?

PAR MIMOSA EFFE

Alors que la crise actuelle que nous vivons pose avec urgence la question de la rupture révolutionnaire, la question des oppressions que subissent des fractions de notre classe semble en être un moteur essentiel.

En effet, le vendredi 10 juillet, des foules de personnes et en majorité des femmes se sont réunies un peu partout en France pour protester contre la nomination de Gérard Darmanin et Eric Dupond-Moretti, comme ministre de l'Intérieur et Garde des sceaux dans le nouveau gouvernement Macron-Castex et réclamer la démission de ce gouvernement¹. Alors que depuis des semaines maintenant, les mobilisations antiracistes (contre les violences policières et pour la régularisation des sans-papiers) ont non

construction de la famille capitaliste, et un racisme d'État exacerbé dans une période de crise du système. La transformation qu'a subie l'État vers un État autoritaire depuis plusieurs années a rendu de plus en plus visible le rôle de ses institutions, en particulier celle de la police. C'est aussi de cette situation politique particulière ouverte par la crise économique de 2008 que sont nées des mobilisations massives sur les questions d'oppressions, comme nous n'en avons pas connu depuis des dizaines d'années.

dans de nombreux pays du monde. Les conséquences pour les personnes opprimées sont très concrètes, comme en témoigne encore le dernier rapport de SOS Homophobie².

Cependant, la situation matérielle des personnes opprimées (les femmes, les personnes LGBTI ou les personnes racisées) s'est considérablement modifiée lors des cinquante dernières années dans les pays impérialistes. Les luttes d'émancipation et anticoloniales ont permis de modifier les oppressions notamment au moyen d'une législation spécifique. La conséquence est que ce n'est pas un phénomène général : certaines femmes, personnes LGBTI ou personnes racisées peuvent accéder au pouvoir, à une part du capital et *a minima* à une part d'intégration de façon autonome.

Les groupes constituant les personnes opprimées, s'ils n'ont jamais été homogènes, pouvaient *a minima* faire converger des intérêts communs dans une période où par exemple toute femme était réduite à l'autorité du père ou du mari comme c'était le cas au début du capitalisme. Aujourd'hui la convergence hypothétique d'intérêts des femmes issues de la bourgeoisie qui ont accès à l'autonomie aux intérêts des ouvrières, des précaires ou des femmes migrantes, qui n'ont pas accès à cette autonomie, est plus éloignée que jamais.

Mais la fragmentation et la multiplicité d'identités³ ne tient pas au seul fait de la division des classes sociales, ou de l'intégration, de la possibilité d'accès à une part du capital pour les opprimés issus des classes dominantes.



Manifestation féministe « On arrête toutes », Paris, 8 mars 2020.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

seulement pris un caractère de masse, mais ont aussi permis de remettre en cause une structure essentielle de l'État au point que des revendications telles que le désarmement de la police ne semble plus du tout propagandiste. Le confinement a accentué ou dévoilé aux yeux de tout ce qui existait déjà au préalable : l'extrême violence des rapports intrafamiliaux, dans la

UNE CRISE ENTRE RÉACTION ET RADICALITÉ

La crise a ouvert d'une part de fortes mobilisations de la classe ouvrière, que ce soit sur la scène internationale ou en France, mais d'autre part un retour à l'ordre moral et à la réaction assez fort, comme l'a montré la Manif pour tous en France ou la victoire des extrêmes droites et des droites populistes





Cette fragmentation est due à l'incapacité du mouvement ouvrier à d'une part construire des organisations de la classe qui en soient le reflet (incluant massivement part non blanche de la classe, les personnes trans, les lesbiennes, les gays, etc.), de l'autre à obtenir des victoires pour l'ensemble de la classe. Nous souffrons aujourd'hui de l'absence de cette possibilité de victoire qui seule permettrait de faire l'expérience collective et commune qu'ensemble il est possible de construire une autre société.

Les mouvements contre les oppressions naissent en ce moment dans un contexte où le mouvement ouvrier organisé semble incapable de construire des résistances face à la réaction et au pouvoir autoritaire.

Ces mouvements ont la particularité de poser la question du système dans lequel nous vivons. Les mobilisations féministes, en s'attaquant à la question des violences sexistes, s'attaquent à la question de ce qui permet la reproduction sociale, c'est-à-dire les conditions de la reproduction du capital⁴. Le mouvement *Black Lives Matter* partout dans le monde s'attaque au racisme structurel de l'État, en particulier de la police et donc au système pénal dans son ensemble. Mais si ces mouvements posent la question de la rupture avec le capitalisme, la réponse n'est pas encore révolutionnaire.

D'ailleurs le lien actuel entre ces deux mouvements, s'il existe, n'est pas aussi simple, tant des pans du mouvement féministe ne proposent qu'une réponse judiciaire et pénale au problème des violences, réponse qui lorsqu'elle est appliquée par le gouvernement vise en premier lieu les hommes des classes populaires et/ou racisés⁵.

LA SOCIÉTÉ QUE NOUS CONSTRUONS EST UNE SOCIÉTÉ DÉBARRASSÉE DES OPPRESSIONS

Ces oppressions, que ce soit le racisme, ou l'oppression des femmes et des personnes LGBTI, servent le système capitalisme et font partie de son ADN pour lui permettre de faire du profit en produisant de la main-d'œuvre moins payée, et qui assument aussi la question des tâches de reproduction sociale.

Le combat pour une société égalitaire ne peut pas exister sans une bataille

contre les oppressions. Certaines tendances dans le mouvement ouvrier tendent à limiter l'analyse des oppressions à un but utilitariste de division de la classe prolétaire par le système capitaliste, et l'enjeu de mobiliser sur ces questions à un enjeu de seule unité de la classe. Si le constat est vrai, car effectivement les oppressions divisent les prolétaires, la raison première ne devrait pas être celle-là. C'est au contraire parce que nous nous battons pour une société égalitaire, pour une société communiste, que nous pensons que la lutte contre les oppressions fait partie intégrante de notre combat communiste.

Le projet de société que nous construisons doit donc mettre en son cœur des revendications qui réorganisent les tâches de reproduction sociale d'une part, et qui permettent de construire d'autres familles ou d'autres manières de concevoir nos désirs afin de permettre l'émancipation de chacun et chacune.

En réalité, les oppressions, si elles sont liées à un besoin matériel du système capitalisme, ne partiront pas en un claquement de doigts, parce qu'elles ont été ancrées par l'idéologie dominante sur des générations : la gestion collective des tâches, de l'éducation des enfants, mais aussi la construction d'autres manières d'éduquer, feront partie des clés pour faire émerger une société émancipatrice. La réponse aux violences ne pourra pas reposer sur la répression ou sur la notion de punition, mais devra bien être de construire là aussi des manières collectives de gérer ces problématiques en refusant l'individualisation du crime⁶.

Aujourd'hui, les personnes LGBTI sont considérées minoritaires dans la société. Ce qu'ont produit les mouvements LGBTI en termes d'émancipation sexuelle, de remise en cause des rôles genrés, nous permet de comprendre à quel point ces luttes-là ne sont pas utiles qu'à nous, seules personnes concernées, elles construisent là aussi un autre projet de société.

En 2003, le congrès mondial de la Quatrième Internationale votait une résolution qui nous donne des éléments essentiels pour comprendre le lien entre les luttes des opprimés et l'émancipation de toutes et tous :

« Dans notre combat contre les conceptions étroites et aliénantes de masculinité, féminité et sexualité, nous tendons

à une société où le genre ne sera plus une catégorie centrale dans l'organisation de la vie sociale, et où les concepts d'hétérosexualité et d'homosexualité, dans la mesure où ils subsistent, ne charrieront plus aucune conséquence légale ou économique. Nous tendons à une socialisation multiforme des diverses fonctions assumées aujourd'hui par la famille : responsabilité collective et communautaire pour la prise en charge des enfants et des infirmes ; une économie qui ne contraigne pas les gens à s'exiler de leurs communautés locales ; diverses formes de foyers et de coopération avec les collectivités locales ; et diverses formes d'amitiés, de solidarité et de relations sexuelles⁷. »

C'est-à-dire que notre combat pour une société émancipée mais surtout pour une société émancipatrice est intrinsèquement lié au combat des personnes LGBTI. Le projet de société que nous construisons n'est pas un projet clé en main, il sera aussi ce qu'en feront les travailleuses et les travailleurs, mais nous pouvons d'ores et déjà dire que les catégories de genres, de sexe ou de sexualité si elles existent encore n'auront plus de conséquences et ne devront plus être le fondement des normes sociales oppressives et violentes. Dans le même sens, nous ne pouvons pas dire de manière certaine ce que serait une société communiste mais nous pouvons d'ores et déjà affirmer que les tâches de soin, de reproduction sociale, ou liées à l'éducation se feront avec une socialisation importante.

SE DOTER D'UNE STRATÉGIE POUR RENVERSER LE CAPITALISME

Discuter de la société que l'on veut construire est nécessaire, mais cette discussion ne peut voler en l'air sans stratégie pour y arriver. Or, cette période de crise doit rouvrir des discussions stratégiques sur la rupture révolutionnaire. Mais ces discussions ne doivent pas avoir lieu en dehors des luttes d'émancipation. Le mouvement féministe, le mouvement LGBTI et le mouvement antiraciste ont toute une série de questionnements stratégiques à se poser. Dire cela ne veut pas dire que les mouvements contre les oppressions ne doivent pas avoir leur autonomie, avec leurs propres agendas, indépendants du mouvement ouvrier. C'est toujours une nécessité afin de ne pas être à la remorque d'un mouvement

ouvrier qui peine à construire d'une part une riposte et d'autre part un mouvement travaillant à l'unité de la classe. Mais si ces mouvements sont des moteurs œuvrant à la rupture révolutionnaire, celle-ci surgira de l'ensemble de la classe, c'est pourquoi la stratégie de ces mouvements doit s'allier à la discussion d'un programme et des mesures transitoires sur la question des oppressions.

En 1938, dans le *Programme de Transition*, Léon Trotsky abordait déjà la question des femmes et de la jeunesse, mais les mesures transitoires n'étaient certainement pas abouties⁸.

Aujourd'hui dans les mouvements féministes et LGBTI, les revendications se cantonnent encore trop souvent à être pensées dans un cadre réformiste, ou pire dans le cadre des institutions telles qu'elles existent (par exemple la revendication d'une loi cadre pour les violences faites aux femmes), ou au contraire comme des revendications maximalistes et propagandistes (la fin du patriarcat, ou de l'hétérosexualité en tant que système) qui ne permettent pas de faire le pont entre programme d'urgence et projet de société. Or la question des mesures transitoires féministes, antiracistes, ou LGBTI est un élément clé qui devrait nous permettre de creuser des brèches au moment où les mouvements de masse des opprimés peuvent être le moteur, l'étincelle d'une révolte globale.

Les traditionnelles divisions qui ont lieu dans le mouvement féministe aujourd'hui se font dans le cadre d'un débat biaisé dont les jeunes générations ont en partie compris que les réponses ne se trouvaient pas là. Dans la jeunesse, les positionnements qui visent à retirer toute autonomie de pensée aux femmes musulmanes voilées ou aux femmes travailleuses du sexe, sont extrêmement minoritaires. Pourtant des débats vont se poser qui auront une importance dans la prochaine période et auxquels les révolutionnaires devront pouvoir apporter des réponses.

Le premier questionnement se situe sur la question de la classe et de l'autonomie des groupes des opprimés. Nous l'avons dit un peu plus haut aujourd'hui moins que jamais les groupes d'opprimés ne peuvent constituer des groupes homogènes. Des divisions ont toujours existé au sein de ces groupes et c'est d'ailleurs

ce constat qui a fait le succès du féminisme dit « intersectionnel⁹ », mais au-delà des rapports complexes qui existent entre les différentes oppressions qui fondent diverses identités, c'est le rapport de classe qui reste déterminant, justement parce que femmes, personnes racisées, ou LGBTI issuEs du prolétariat ne vivent plus du tout le même type d'oppression. Jamais il n'y a eu moins de raison de parler de classes de femmes tant les femmes bourgeoises et les femmes issues de la classe ouvrière ne possèdent pas le même type d'autonomie par exemple pour sortir de la violence. Or, l'accès à l'autonomie financière des opprimés devraient être une des revendications urgentes et essentielles des mouvements d'émancipation, malheureusement c'est encore loin d'être le cas.

Le deuxième point saillant des débats commence à poindre autour des revendications sur les questions des violences et de l'impunité. Au-delà des éléments sur la prison et la Justice que nous avons déjà abordés, c'est bien le rapport à l'État qui se pose. Si nous pouvons arracher des victoires et des mesures urgentes à l'État, la question des violences policières devrait poser au mouvement ouvrier dans sa globalité le rapport à l'État. L'État est structurellement raciste, sexiste, homophobe et transphobe. Évidemment, en tant que militantEs anticapitalistes et révolutionnaires, nous sommes pour la destruction de l'État, mais en réalité, dès maintenant nous construisons non seulement un rapport de force face à l'État, mais nous devrions nous donner les moyens de construire des structures hors de l'État et autogérées.

Enfin, le dernier point qui semble important de discuter est le rapport à la famille, dont la réponse est loin d'être aisée. Le confinement a montré à quel point l'instance famille hétérosexuelle entretient des rapports violents. Cependant parce que la contradiction est propre au capitalisme, la famille peut être aussi un rempart à la violence du système : violence économique, raciste... La transformation de la famille nucléaire hétérosexuelle, en laissant place à d'autres formes de sociabilités, d'amour, d'éducation des enfants, ne devrait pas attendre la révolution, surtout quand on peut voir à quel point dans un moment de crise la PMA peut

être repoussée sans que le mouvement ouvrier bouge d'un pouce.

Ces débats sont autant de points qui doivent être approfondis, mais surtout ils doivent permettre dans les prochains mois de faire l'objet d'expériences et de mises en pratique. Si nous faisons l'analyse que la crise va s'accélérer, il est probable que les mouvements contre les oppressions continuent d'exploser. La question que nous devons nous poser est comment faire que ces mouvements non seulement convergent, mais construisent des ruptures, soient des moteurs du changement de société.

Nous devons acter trois éléments essentiels :

- Nous construisons à partir du mouvement réel des collectifs, des organisations, comités militants des premiers et premières concernéEs par leurs oppressions.

- Ces collectifs doivent chercher à associer et entraîner largement, c'est pourquoi nous ne cherchons pas à ce que tous les éléments stratégiques y soient tranchés, mais le rapport à l'État et aux institutions doit être clarifié : « ne pas faire confiance à la Justice / à la police » est un minimum dans une période où le rapport au système pénal est visible.

- Ces collectifs, comités et organisations doivent chercher à organiser l'autogestion des oppriméEs pour améliorer leurs conditions matérielles : l'ouverture de centres contre les violences par exemple, en dehors des institutions, de lieux d'hébergement pour les LGBTI en rupture familiale... permettent de construire des contre-modèles à la société dans laquelle nous vivons. □

1) <https://npa2009.org/actualite/politique/un-voleur-linterieur-un-complice-la-justice>

2) https://www.sos-homophobie.org/sites/default/files/rapport_homophobie_2020_interactif.pdf

3) Normalité gay et transformation queer, Peter Drucker, 2019 <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article49901>

4) <https://npa2009.org/idees/feminisme/nouvelle-vague-feministe-theorie-de-la-reproduction-sociale-et-consequences>

5) <https://npa2009.org/idees/feminisme/politiser-les-violences-contre-les-femmes-refuser-la-prison>

6) Voir Gwenola Ricordeau, *Pour elles toutes, femmes contre la prison*, Lux Éditeur.

7) *Marxisme et libération gay/lesbienne, Résolution 2003.* <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article21209>

8) <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran20.html>

9) <https://npa2009.org/idees/feminisme/des-classes-et-des-identites-entre-les-deux-lintersectionnalite>

Un monde sans police ?

PAR JULIEN SALINGUE

Les « grands médias » français ne s'en font guère l'écho, mais une revendication fait son chemin outre-Atlantique, à la faveur des mobilisations historiques contre le racisme et les violences policières : celle de l'abolition de la police. Ce mot d'ordre, qui était l'apanage de quelques petits groupes prônant également, en général, l'abolition de la prison, est aujourd'hui discuté dans des cercles de plus en plus étendus et fait désormais l'objet d'une campagne nationale : #8toAbolition. Le phénomène demeure évidemment minoritaire, mais prend une ampleur que nul n'aurait pu soupçonner il y a encore quelques semaines, et installe dans le débat public une question dont la radicalité n'a d'égal que la simplicité : faut-il en finir avec la police ?

Cette question devrait préoccuper toutes celles et tous ceux qui s'interrogent sur les « autres mondes possibles » en tentant de s'émanciper des « évidences » qui structurent trop souvent toute réflexion sur les autres formes d'organisation sociale. Une question sur laquelle nous allons revenir dans cet article, sans prétendre épuiser la discussion, loin de là, et en assumant le parti-pris de nous concentrer sur la police et non sur l'ensemble des dispositifs répressifs (justice pénale, prison) dont le rôle est articulé à celui des « forces de l'ordre ». Et l'on prendra pour point de départ la situation aux USA, où le débat bat son plein, avant de tenter de formuler des hypothèses plus générales.

« DISEMPOWER, DISARM, DISBAND »

Aux USA, le mot d'ordre d'abolition de la police s'articule en réalité autour d'un triptyque : « *disempower, disarm, disband* » (affaiblir, désarmer, démanteler). Il s'agit d'une stratégie réfléchie, que l'on trouve notamment explicitée par le collectif A World Without Police (« Un monde sans police¹ »), un programme d'actions et de revendications qui tente de prendre en compte les contradictions que porte en elle la revendication de l'abolition de la police et les principales objections qui peuvent lui être apportées.

Affaiblir la police, c'est s'opposer à la construction de nouveaux commissariats, à la création de nouvelles unités, à l'extension des prérogatives et des zones d'intervention de la police, aux campagnes de recrutement, etc. Le mot d'ordre « offensif » de la baisse des

financements de la police (« Defund the Police ») est de plus en plus repris dans les manifestations, de même que celui de l'exclusion des syndicats policiers de la centrale syndicale AFL-CIO, qui participerait aussi à une dynamique d'affaiblissement. Des premiers résultats ont d'ailleurs été obtenus, puisque plusieurs villes étatsuniennes ont pris la décision de réduire les budgets de la police, avec notamment les exemples de New York et la baisse d'un milliard de dollars (pour un budget de six milliards) et de Los Angeles (mes effectifs de la police de la ville seront ramenés en dessous de 10 000 d'ici l'été prochain, leur niveau le plus bas depuis 2008).

Désarmer la police, c'est poser concrètement, et corrélativement au mot d'ordre de l'affaiblissement, la question du suréquipement policier, des processus de militarisation du maintien de l'ordre et, au-delà, des responsabilités de la police dans l'extension de la violence des rapports sociaux. C'est pointer le fait que, contrairement à la légende savamment entretenue par les garants de l'ordre établi, les armes de la police ne servent pas à pacifier les relations sociales mais, au contraire, contribuent à générer toujours davantage de violence(s). Comme le rappelait récemment un article du Huffington Post, à la fin de l'année 2014, « *les policiers new-yorkais avaient décidé de ralentir largement leur activité, pensant faire la preuve que sans eux, les chiffres de la criminalité exploseraient. Et c'est exactement l'inverse qui s'était produit, poussant des universitaires à expliquer que la présence de la police dans la rue*

suscite des tensions sociales, et en fin de compte davantage de crimes et délits². »

Démanteler la police, enfin, c'est revendiquer la suppression du corps policier car il opprime la population qu'il prétend « protéger ». Une revendication qui n'est pas vue, aux USA, comme l'aboutissement d'un processus qui passerait d'abord par l'affaiblissement et le désarmement, mais comme étant articulée à ces deux mots d'ordre. Une revendication qui s'affronte à « la » question qui fâche : supprimer la police, mais pour mettre quoi à la place ? Ou, dans une autre version : la police pose certes des problèmes, mais n'y en aurait-il pas davantage si on la supprimait ?

SE PASSER DE LA POLICE ?

Ces questions, et les réponses « classiques » qui leur sont apportées (à savoir : une société ne peut pas se passer de police) sont polluées par des postulats bien ancrés dans les mentalités. On parle ici notamment de ce qu'Engels qualifiait de « *vénération superstitieuse de l'État et de tout ce qui y touche, vénération qui s'installe d'autant plus facilement qu'on est, depuis le berceau, habitué à s'imaginer que toutes les affaires et tous les intérêts communs de la société entière ne sauraient être réglés que comme ils ont été réglés jusqu'ici, c'est-à-dire par l'État et ses autorités dûment établies³.* » Toute ressemblance avec les déclarations de Jean-Luc Mélenchon avant la manifestation du 13 juin appelée par le Comité Adama, place de la République à Paris (« *On a le droit de rêver d'une société sans police, c'est un beau rêve, mais*

ce n'est qu'un rêve. Il faut une police, pensée, organisée, obéissante à l'État républicain et aussi désarmée que possible») est purement fortuite...

L'un de ces postulats est celui selon lequel la police serait irremplaçable dans sa mission (revendiquée) de «protéger» la population, et serait un élément incontournable dans la gestion des conflits. N'est-elle pas le corps auquel nous nous adressons lorsque nous subissons une agression, un cambriolage, des menaces, etc.? Cet état de fait, s'il semble incontestable, ne doit toutefois pas être pris comme un donné social intemporel. En d'autres temps et/ou sous d'autres cieux, ces fonctions ont pu, et peuvent encore, être exercées par d'autres structures, issues directement de la population et/ou sans subordination à l'État. En raison du format volontairement synthétique de cet article, nous n'entrerons pas dans le détail de ces diverses expériences, et nous nous contenterons d'insister sur ce point: il est nécessaire de décentrer le regard et de considérer que «la police» telle que nous la connaissons (et la subissons) dans les sociétés façonnées par le capitalisme est une construction sociale qui, comme toute construction, peut être détruite.

Il importe, au total, de se débarrasser de l'idée selon laquelle les situations problématiques qui peuvent se poser au sein d'une société ou d'une communauté donnée ne pourraient être résolues que par l'intervention d'un corps autonome et séparé. C'est tout le sens des initiatives variées (formations à la gestion des conflits, à l'accompagnement des victimes de violences, constitution de collectifs de quartier ou d'immeuble, etc.) poursuivant l'objectif de renforcer les liens sociaux pour que les personnes puissent gérer collectivement l'essentiel des problèmes sans avoir «besoin» d'en appeler à la police. On ne parle évidemment pas ici des «citoyens vigilants» et autres milices qui se pensent comme des supplétifs de la police et reproduisent, souvent en pire, les comportements policiers, mais bien de groupes auto-organisés dont l'objectif est la résolution des conflits de basse et de moyenne intensité, qui représentent en réalité l'essentiel des interventions policières.

UN HORIZON STRATÉGIQUE

En posant la question de l'abolition de la police, et donc de son caractère (ou

non) indispensable, on s'attaque ainsi à une certaine confusion des genres, liée à ses multiples attributions. La police est à la fois le corps auquel les citoyenEs ont été habitués à faire appel dans de nombreuses situations problématiques, mais aussi le corps auquel l'État fait appel pour réprimer la contestation sociale. Or, ce n'est pas de cette dernière fonction que la police tire sa légitimité aux yeux du plus grand nombre, mais bien de la première. C'est sur cette confusion des genres que jouent les pouvoirs en place, en tenant de dissimuler le rôle fondamentalement répressif de la police derrière son prétendu rôle de «service public».

Est-ce à dire que l'on pourrait démanteler la police, garante d'un ordre injuste, sans démanteler cet ordre lui-même? En d'autres termes: peut-on se débarrasser de la police sans se débarrasser du capitalisme? La réponse est évidemment non, tant elle joue un rôle fonctionnel dans le maintien du capitalisme. C'est en ce sens que la revendication de l'abolition

abolitionnistes, ce que j'entends, c'est qu'il est possible de construire un monde sans prisons ni forces de police.»

Les campagnes contre la police et la mise en place de «contre-institutions» rendant inutiles ses interventions se heurtent en effet à cet obstacle majeur: la place centrale de la police dans le système de domination capitaliste lui confère une position qui demeure incontournable pour celles et ceux qui sont confrontés, notamment, à des situations de violences graves. Prôner la disparition «ici et maintenant» de la police, c'est faire fi de cette difficulté, et c'est l'un des pires moyens de combattre les illusions selon lesquelles on pourrait construire une alternative globale aux forces de police sans poser la question de l'abolition de l'État. En ce sens, il importe d'articuler revendications immédiates pour affaiblir la police et lutter contre ses violences, pratiques alternatives tendant à démontrer que la police n'est pas un «mal nécessaire» et à alimenter la réflexion sur la différence



de la police doit être considérée comme un horizon stratégique, une boussole, et non comme un mot d'ordre pouvant être satisfait ici et maintenant. En 2016, la journaliste du *Chicago Reader* Maya Duksamova publiait une enquête⁴ sur des groupes de Chicago tentant de mettre en pratique les mots d'ordre abolitionnistes, dans laquelle un témoin expliquait: «Je pense qu'il faut considérer cette notion [l'abolition] comme une stratégie et un objectif, davantage que comme quelque chose que vous pourriez mettre en place aujourd'hui. Quand j'écoute les

essentielle entre fonction policière et corps policier, et projet politique global de renversement du capitalisme. □

1) <https://aworldwithoutpolice.org/>

2) Paul Guyonnet, «Contre les violences policières, le concept "Defund the Police" monte aux États-Unis», *Huffington Post*, 8 juin 2020.

3) Friedrich Engels, introduction à l'édition de 1891 de la Guerre civile en France.

4) «Abolish the police? Organizers say it's less crazy than it sounds», 25 août 2016, en ligne sur <https://www.chicagoreader.com/chicago/police-abolitionist-movement-alternatives-cops-chicago/Content?oid=23289710>. Traduction française sur le site de Jef Klak: <https://www.jefklak.org/tout-le-monde-peut-se-passer-de-la-police/>.

Zeev Sternhell, historien des origines du fascisme français

PAR GEORGES UBBIALI

Les travaux de Zeev Sternhell ont montré que le fascisme en France n'a pas été un phénomène d'importation et, au contraire, a des racines nationales remontant à la fin du XIX^e siècle.

L'historien israélien Zeev Sternhell est décédé le 21 juin dernier. Rescapé du judéocide, durant lequel une grande partie de sa famille est exterminée, il sera par la suite un militant de la gauche sioniste, engagé dans le mouvement *La paix maintenant*. Son histoire personnelle, en particulier son enfance dans la Pologne nazifiée, relève du roman et le lecteur intéressé trouvera facilement d'utiles informations sur le Net. Mais c'est en tant qu'universitaire, spécialiste du fascisme, que l'on va s'intéresser à lui dans cette contribution.

En effet, les principaux travaux de l'historien ont porté sur la question du nationalisme (son premier livre traitait du cas de Barrès, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, 1^e édition 1972) et du fascisme (*La droite révolutionnaire, 1885-1914*, Seuil 1978 et *Ni droite ni gauche*, 1^e édition 1983). *L'idéologie fasciste en France*, Seuil, 1983). Si le premier livre reçoit un accueil très positif de la part de la communauté historique nationale, c'est d'une part parce qu'il provient d'un élève de Jean Touchard, historien des gauches et pilier de Sciences po et d'autre part qu'il s'inscrit globalement dans le cadre interprétatif incontesté de la droite en France, même s'il laisse entrevoir quelques éléments de rupture avec les traditions universitaires hexagonales. Pour comprendre l'ébranlement que constituera la publication des deux ouvrages suivants, il faut avoir à l'esprit la manière dont la droite a été perçue au sein de l'historiographie nationale. René Rémond publie en 1954 un ouvrage qui fait

office de référence et structure le débat pour les décennies à venir.

LES TROIS DROITES

En effet, dans *La droite en France de 1815 à nos jours. Continuité et diversité d'une tradition politique*, étude fouillée, érudite et conceptuelle de René Rémond, il analyse comment à partir du début du XIX^e siècle, la droite s'organise en trois sensibilités : légitimiste, orléaniste et bonapartiste. Du point de vue historique, le premier pôle est celui du légitimisme, héritier du royalisme et de l'Ancien régime. C'est durant l'épisode révolutionnaire que la réaction se met en place, pour contester les principes démocratiques issus de 1789 et du courant des Lumières (un De Villiers pourrait incarner aujourd'hui cette tradition). C'est précisément ce courant qui gouverne de 1815 à 1830 dans une vaine tentative de reconstruction de la royauté. L'orléanisme, issu également du monarchisme, s'en distingue en reconnaissant l'apport révolutionnaire, en particulier le principe parlementaire et l'expression du suffrage (même s'il le préfère censitaire qu'universel). L'orléanisme se marie à la perfection avec le libéralisme économique. L'ancien président Valéry Giscard d'Estaing exprime parfaitement ce que peut représenter l'orléanisme. Enfin, le bonapartisme (de manière contemporaine la figure de De Gaulle a pu illustrer ce pôle) insiste sur la personne du souverain et assume un exercice autoritaire du pouvoir. Des trois courants, c'est le seul qui recherche de manière constante le soutien du peuple, qu'il mobilise à travers des plébiscites. Le bonapartisme est méfiant à l'égard du parlementarisme et des partis qui le structurent. La thèse

aura un succès considérable, suscitera de nombreux échanges et débats, mais ne sera pas frontalement mise en cause. René Rémond, cependant, n'élude pas la question du régime de Vichy et des courants d'extrême droite qui ont émaillé les années trente. Alors que jusqu'alors les travaux portant sur les Ligues concevaient ces dernières comme des importations du courant fasciste international (en particulier italien, dès le courant des années vingt), R. Rémond considère, à l'aune de sa matrice d'analyse des droites, que le phénomène des Ligues se présente comme une adaptation du boulangisme¹, lui-même inspiré et dérivant du bonapartisme. Mis à part le cas particulier du PPF (Parti populaire français, de Jacques Doriot), en provenance du communisme, pas de courant fasciste en France. Quant à Vichy, pas trace non plus de l'émergence d'un régime fasciste à la française. « L'État français », comme se dénomme le régime de Vichy, mélange et entremêle les différentes traditions plutôt qu'il ne crée une quatrième tradition, relevant du fascisme (sur ce plan particulier de Vichy, la discussion sera ouverte par le livre de l'historien américain Robert Paxton, *La France de Vichy, 1940-44*, Seuil, 1973). Bref, à l'issue de la démonstration de René Rémond, on peut parler, pour ce qui concerne la France « d'une allergie au fascisme ».

LA FRANCE BERCEAU DE L'IDÉOLOGIE FASCISTE ?

C'est précisément ce consensus que les travaux suivants de Sternhell vont faire voler en éclats. En effet, selon lui, le fascisme, mélange de volonté révolutionnaire (incluant donc une dimension de gauche) et de

conservatisme nationaliste (donc des traditions de droite), non seulement n'est pas étranger à la tradition française, mais, mieux, la France serait le terreau de l'idéologie fasciste. Le sous-titre de *La droite révolutionnaire, 1885-1914* apparaît, de ce point de vue, tout à fait explicite : *Les origines françaises du fascisme*. Dans ce premier ouvrage, qui porte sur l'articulation entre le 19^e et le 20^e siècle, Sternhell revient sur le boulangisme et les Ligues qui en sont issues pour montrer que l'antisémitisme est aussi un produit de gauche qui a connu une assise de masse à travers le mouvement syndical des Jaunes². Par ailleurs, au sein du cercle Proudhon (fondé en 1911), se rencontrent un ensemble de syndicalistes révolutionnaires, de monarchistes en mal de rupture et de conservateurs qui souhaitent la rupture avec la république, lesquels élaborent une forme de corporatisme ainsi qu'une variante antidémocratique d'extrême gauche. L'ouvrage suivant, *Ni droite ni gauche*, porte sur la période de l'entre-deux guerres et enfonce le clou. Centré sur quelques figures intellectuelles, issues de la gauche et du marxisme (Marcel Déat, Henri de Man, Georges Sorel, Georges Valois, Henri Mounier ou encore Bertrand de Jouvenel), le livre insiste sur la profonde imprégnation fasciste d'une large partie des milieux intellectuels. Il n'est pas étonnant, insiste Sternhell, que leur influence ait été si importante sur le caractère révolutionnaire des réformes entreprises par le régime de Vichy.

DES ANNÉES 30 AU FN

Les recherches de Sternhell suscitèrent une ardente querelle académique qui se poursuivit durant de nombreuses années et qui n'est pas véritablement close si l'on considère la traduction récente du livre dirigé par Brian Jenkins, *Le Fascisme français. Le 6 février 1934 et le déclin de la République* (2020). Il n'est pas possible dans le cadre de cet article d'évoquer les centaines de contributions, sous formes d'articles ou de livres, qui ont été suscitées par la rupture impliquée par les travaux de l'historien israélien. On se limitera à évoquer deux ouvrages. Le premier, dirigé par Sternhell, *L'Histoire refoulée. La Rocque, les Croix de feu et la question du fascisme français* (Cerf, 2019) est une relecture du rôle que joua le PSF (Parti social

Français, dirigé par le colonel de La Rocque), principal parti de la droite ultra-conservatrice en France durant les années trente. Le biographe de La Rocque (J. Nobécourt, *De la Rocque, 1885-1946*, Fayard, 1996) dresse son portrait comme celui d'un conservateur chrétien, certes radical (n'avait-il pas été parmi les créateurs des Croix de feu, la principale ligue antiparlementaire, avant de créer le PSF) mais éloigné de toute accointance avec le fascisme. Les contributions rassemblées dans *L'Histoire refoulée*, proposent une série d'analyses qui penchent pour un portrait nettement moins consensuel en insistant sur le culte du chef charismatique, sur l'antiparlementarisme foncier, les travers antisémites et l'exaltation du pouvoir autoritaire, autant de dimensions d'une culture politique développée au sein des Croix de feu puis du PSF qui apparentent ces derniers au fascisme. Le deuxième livre, qui comporte une postface de Zeev Sternhell (M. Dobry, dir., *le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Albin Michel, 2003), est antérieur. Il présente deux intérêts.

Tout d'abord, il rompt avec l'appartenance à la stricte communauté des historiens, puisqu'il rassemble des textes de sociologues ou de politistes. La discussion sur la place du fascisme dans la tradition politique républicain et démocratique hexagonale n'est pas réservée au passé. Ensuite, directement liés à ce qui précède, ces débats ont des échos tout à fait contemporains. Les contributions de Violaine Roussel et Annie Collovald, sur le Front national et l'identité de ce parti tel qu'elle s'exprime à travers les dénominations, national populiste, indiquent clairement que la culture politique nationale n'en a pas fini avec le fascisme, même si l'on ne saurait plaquer de manière mécanique des catégories historiques-politiques (par exemple le fascisme) sur le présent. □

1) Mouvement politique hétérogène de la fin du 19^e siècle (1885-1889) qui sembla constituer une menace pour la Troisième République. Son nom est dérivé de celui du général Georges Boulanger.

2) La fédération des Jaunes fondé en 1901-1902 à partir de regroupements locaux est un mouvement syndical pro-patronal, violemment hostile au développement du syndicalisme qu'incarne alors la CGT.



14 juillet 1953 à Paris : un massacre « porté disparu »

C'est pourquoi, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques en Algérie (M.T.L.D.) vous appelle à vous associer à la manifestation démocratique de la

PAR MATHILDE LARRÈRE

BASTILLE A LA NATION

© United States Library of Congress / Wikicommons

Le 14 juillet 1953, une manifestation anticoloniale est réprimée dans le sang à Paris : sept morts, tués par balles, par la police. Un massacre oublié.

La manifestation avait lieu à l'appel du PCF et de la CGT, suivant une tradition de contre-manifestation le 14 juillet, visant à ne pas laisser la rue pour l'anniversaire de la prise de la Bastille aux seuls cortèges militaires. Les AlgérienEs forment, comme les années précédentes, un cortège autonome, encadré par le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, dont le leader Messali Hadj est alors en prison. Les mots d'ordre sont clairs : « À bas le colonialisme », « Nous voulons l'indépendance ». Un grand portrait de Messali Hadj ouvre le cortège.

« ILS ONT TIRÉ À BALLES RÉELLES ! »

En 1953, le contexte est tendu. Les manifestations du 1^{er} mai 1953 ont déjà été l'occasion de violences policières. Un an plus tôt, le 28 mai 1952, le communiste algérien Hocine Bélaïd avait été tué lors de la manifestation contre la venue en France du général étatsunien Ridgway, accusé d'utiliser des armes bactériologiques en Corée. En Tunisie, au Maroc, en Algérie, les mouvements décoloniaux étaient sévèrement réprimés, et les forces de l'ordre n'hésitaient pas à ouvrir le feu...

La manifestation est donc surveillée : les pancartes ou drapeaux et banderoles « injurieuses » ont été interdites par la préfecture de police de Paris, ainsi que les chants et cris « séditions » (ce qui est vague...). Le cortège emprunte un parcours traditionnel (République-Bastille-Nation) Déjà les choses se tendent rue du Faubourg-Saint-Antoine : des parachutistes d'Indochine en permission attaquent les manifestants.

Le drame se déroule à la fin de la manifestation, place de la Nation, alors que les manifestantEs se dispersent. La police exige le retrait du portrait de Messali. Devant le refus des Algériens, une charge violente des forces de l'ordre commence. Soudain,

un cri : « Ils ont tiré à balles réelles ! » Les AlgérienEs ripostent. Jusqu'à 17h30, sous une pluie battante qui contribue à augmenter la confusion, la place de la Nation, abandonnée par les organisateurs du défilé, se transforme en champ de bataille. À 17h30, le calme était revenu et à 18 heures, la place de la Nation était dégagée mais elle était jonchée de débris et de corps de manifestantEs tués ou blessés par des tirs qui furent particulièrement nombreux et nourris.

ENTERRÉS AU PÈRE-LACHAISE

Six Algériens (Abdelkader Draris, Larbi Daoui, Abdallah Bacha, Mouloud Illoul, Tahar Madjène, Amar Tadjadit) et un Français (Maurice Lurot, militant CGT) restent au sol. Tués. Quarante-huit autres manifestants sont blessés par balles (210 douilles seront retrouvées, donnant une idée de la répression). Sans compter les matraqués, les tabassés. « *Les escaliers du métro étaient ensanglantés* », raconte un témoin.

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement, comme une partie de la presse, affirme que ce sont les manifestantEs qui ont cherché l'affrontement. C'est la thèse, classique, de la légitime défense... Le bilan humain laisse pourtant peu de doute quant à l'usage différencié de la force par les deux groupes en présence. Le 21 juillet, la CGT, le PCF, le Mrap et diverses personnalités organisent une soirée de protestation et appellent à des arrêts de travail le jour des obsèques. Les corps des sept victimes sont exposés à la Maison des Métallos pour un dernier hommage. Les victimes sont enterrées près du mur des fédérés au Père-Lachaise.

OMERTA D'ÉTAT

À la tête de l'État, l'omerta s'organise. Le gouvernement dépose dès le 15 juillet une

plainte contre X pour « *rébellion et violence envers une personne dépositaire de la force publique* » : dans ce cadre, aucune enquête n'est prévue sur les tirs policiers. Le gouvernement, la préfecture et une bonne partie de la presse mentent en disant que les AlgérienEs avaient aussi des armes à feu, faisant état de preuves qui n'existent pas. Il semble que les policiers aient échappé à l'autorité de leurs chefs. Ils ont tiré sans que l'ordre leur en ait été donné, mais ils savaient pertinemment que la hiérarchie n'aurait pas d'autre solution que de les couvrir.

Des familles de victimes se constituent pourtant en partie civile; un juge d'instruction (qui hasard de l'histoire se nommait Jaurès) est saisi. Mais la procédure aboutit à un non-lieu le 22 octobre 1957... Malgré quelques commémorations les années suivantes, le 14 juillet 1953 sera enfoui, en France et en Algérie, et même la mémoire militante sera bientôt effacée, occulté par les massacres suivant du 17 octobre 1961 et du 8 février 1962 (Charonne). Cet événement reste donc aujourd'hui encore « porté disparu » (selon la formule d'Emmanuel Blanchard) : il s'agissait pourtant de la première fois depuis 1937 que la police parisienne faisait mortellement feu sur des manifestants en métropole. Daniel Kupferstein a procédé à une enquête minutieuse sur ce massacre policier à Paris, réalisant un documentaire précis, puis un ouvrage riche en témoignages¹.

Les travaux d'Emmanuel Blanchard, Alain Ruscio, Maurice Rajsfus et Danielle Tartakowsky permettent aussi d'en savoir plus sur ce massacre occulté². □

1) Daniel Kupferstein, Les balles du 14 juillet 1953 (documentaire, 2014, et livre à la Découverte, 2017).

2) À lire notamment : Emmanuel Blanchard, « 14 juillet 1953 : répression coloniale, massacre d'État », sur Contretemps-web : <https://www.contretemps.eu/14-juillet-1953-repression-coloniale-massacre-detat/>